

AFFAIRES

La Presse

Air Canada élimine 400 cadres

Page 3

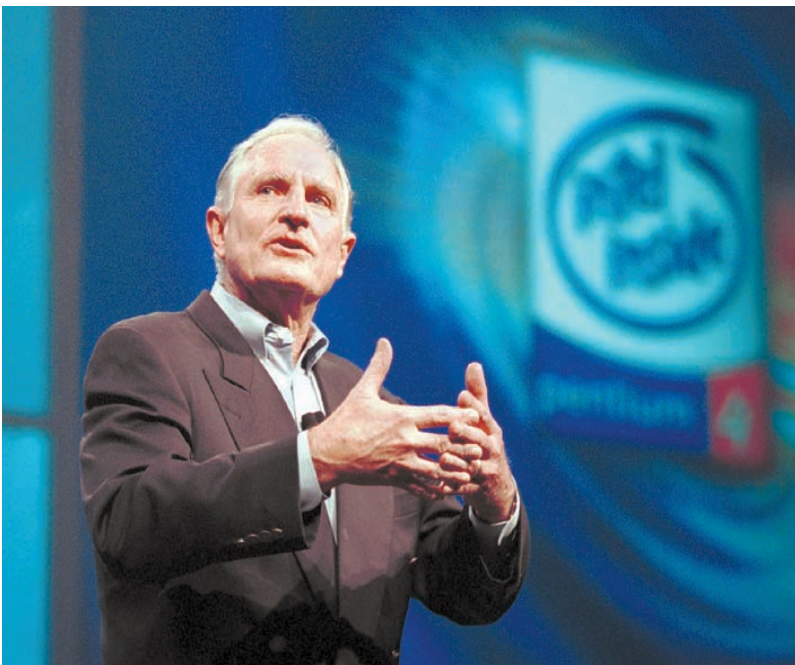
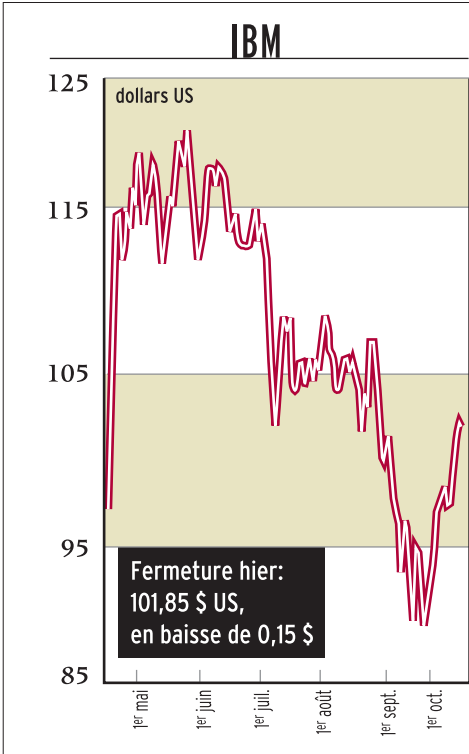
Des pubs qui énervent

Page 16

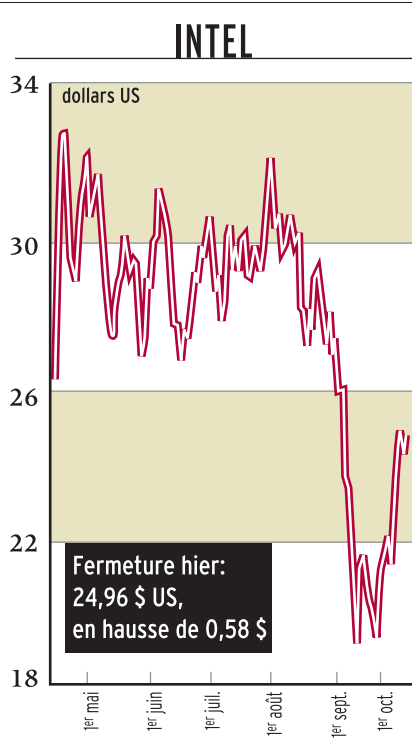
TSE 300 7026,89 71,26 1,0%	CDNX 2885,97 11,09 0,4%	S&P/TSE 60 406,75 3,74 0,9%	NASDAQ CANADA 321,67 1,83 0,6%	NASDAQ 1722,07 25,76 1,5%	DOW JONES 9384,23 36,61 0,4%	S&P 500 1097,54 7,56 0,7%	OR 282,30 \$US 0,20 0,1%	PÉTROLE 20,57 \$US 0,14 0,7%	DOLLAR 63,93 CUS -0,24 70,41 EURO -0,23
---	--------------------------------------	--	---	--	---	--	---------------------------------------	---	--

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MERCREDI 17 OCTOBRE 2001

BOURSES > PETITES ANNONCES



Craig Barrett, président et chef de la direction d'Intel.



Corvis ferme sa division de St-Laurent

ARIANE KROL

L'INDUSTRIE de la fibre optique continue de s'effiloche. Le fabricant américain de composantes de réseaux Corvis fermera demain sa division canadienne, située à Saint-Laurent, entraînant la disparition d'une centaine d'emplois depuis six mois.

« C'est cohérent avec ce que nous avions annoncé lors de la téléconférence pour nos résultats du deuxième trimestre », a commenté la porte-parole de l'entreprise, Keira Shein.

Le 13 août dernier, Corvis a fait part de son plan de réduction des dépenses d'exploitation, « incluant des réductions de personnel, l'élimination des installations excédentaires et d'autres mesures », sans préciser davantage. Le couperet est tombé sur la division canadienne.

Corvis Canada, qui employait une centaine de personnes à Saint-Laurent au début de l'année, a cessé la fabrication de pièces pour réseaux de fibre optique à la fin de l'été, ce qui a entraîné une soixantaine de licenciements. Ces activités manufacturières ont été rapatriées au siège social de Corvis au Maryland, a indiqué la porte-parole de l'entreprise.

La quarantaine d'employés restants travaillaient en recherche et développement et au soutien à la production. Vendredi dernier, ils ont eu la surprise d'apprendre que leurs emplois allaient également disparaître. Les installations de Corvis à Saint-Laurent fermeront définitivement leurs portes demain.

L'entreprise n'a pas voulu indiquer combien elle économisera en supprimant ses activités canadiennes.

Corvis a beaucoup fait parler d'elle au Québec à la fin de l'an dernier et au début de cette année lorsque le Fonds de solidarité de la FTQ a tenté d'acquiescer toutes les actions qu'il ne possédait pas déjà dans le fabricant d'instruments de mesure Roctest, de Saint-Lambert. Le Fonds convoitait le bloc d'actions que Roctest détenait dans Corvis depuis qu'il lui avait vendu sa participation dans la société québécoise Kromafibre, en mai 1999. Les actionnaires de Roctest ont rejeté l'offre du Fonds de solidarité en janvier.

Kromafibre, qui s'appelle aujourd'hui Corvis Canada, avait été fondée en février 1997.

Corvis employait 1280 personnes au 30 juin dernier. Le nouveau décompte sera annoncé à l'occasion de la présentation des résultats du troisième trimestre, le 25 octobre prochain.

Le titre a terminé la journée d'hier à 2,28 \$ US à la Bourse électronique NASDAQ, en recul de 13 cents US. À son entrée en Bourse, le 28 juillet 2000, il valait 84,72 \$ US et il a grimpé jusqu'à 108,06 \$ US dans la semaine qui a suivi.

Corvis vend ses produits à des fournisseurs de services de télécommunications comme Williams Communications Group, Qwest Communications et Telefonica. En août dernier, le fabricant a indiqué que la majorité de ses revenus dépendaient de seulement cinq clients et que la perte d'un seul d'entre eux pourrait affecter gravement ses liquidités et ses résultats.

Résultats rassurants chez IBM et Intel

Les marchés ont tiré parti d'une succession de mauvaises nouvelles

HÉLÈNE BARIL

Les deux gros canons du secteur technologique, IBM et Intel, ont annoncé hier après la fermeture des Bourses des résultats en baisse pour le troisième trimestre, mais ces résultats pourraient rallumer la flamme sur les marchés financiers parce que les baisses annoncées sont conformes aux prévisions des analystes.

Ces résultats sont un premier signe de stabilisation du secteur technologique, estime même Clément Gignac, l'économiste en chef de la Financière Banque Nationale, qui croit que ces entreprises bénéficieront des événements du 11 septembre. « C'est un événement catalyseur pour la pénétration de la technologie », croit-il.

Selon lui, les entreprises technologiques verront bientôt leur niveau de commandes augmenter, à cause du traumatisme engendré par le terrorisme et les alertes au bacille du charbon. « La demande pour des services de télécommunications et de sécurité et de commerce électronique améliorés va reprendre bien avant celle pour les jets privés », dit M. Gignac.

Ainsi, le secteur technologique, qui a été le premier à entrer en récession au début de l'année, pourrait bien être le premier à en sortir. Il pourrait aussi entraîner tout le reste de l'économie en terrain plus solide.

Les attentes du marché sont maintenant tellement basses qu'il suffirait de peu pour que l'enthousiasme revienne sur les marchés, croit l'économiste. Les propos que doit tenir aujourd'hui le président de la banque centrale américaine, Alan Greenspan, seront déterminants, estime

Voir **RÉSULTATS** en D2

ARTS DE LA SCÈNE

Des exportations de 250 millions

JACQUES BENOIT

SECTEUR « tout aussi stratégique » que bien d'autres sur le plan économique, les arts québécois de la scène ont tiré en 1998-1999 des revenus de plus de 250 millions de dollars de leurs représentations à l'étranger.

Car pour ces activités artistiques — théâtre, variétés, danse, spectacles d'humoristes, etc. —, c'est le Québec qui mène le bal au Canada, expliquait hier Alain Paré, président-directeur général et fondateur de CINARS (Commerce international des arts de la scène), en rendant publique la première étude sur le sujet.

« Le Québec est la province qui exporte le plus, a-t-il dit, ses productions se démarquent. Pour le livre, l'Ontario exporte plus que nous, et pour les arts plastiques, c'est la Colombie-Britannique. »

Selon l'étude, qui portait sur trois années (1996-1997, 1997-1998 et 1998-1999) et qu'a effectuée la firme de conseillers en marketing Dufresne, Dumas, Mizoguchi & Associés (DDM), quelque 120 compagnies ou troupes artistiques, sur les 500 que compte le Québec, sont actives sur les marchés étrangers.

Activités pour elles fort importantes puisque, d'après l'enquête, les groupes concernés donnent environ 35 % de leurs représentations à l'étranger.

Mieux encore : le cachet moyen

que touchent les compagnies par représentation est 2,5 fois plus élevé au dehors du Québec et du Canada, soit 10 019 \$, comparativement à 4070 \$ ici en 1998-1999. L'explication ?

« Elle est simple, a répondu à cela Alain Paré. Les diffuseurs locaux — les festivals, les salles de spectacle, etc. — n'ont pas le financement nécessaire. Et il y a les différences de population. En France, par exemple, vous avez une population plus importante. »

Et les cachets perçus à l'étranger augmentent, montre l'étude. Ils ont ainsi progressé de 79 % de 1996-1997 à 1998-1999 en ce qui regarde les compagnies de petite taille, et encore davantage, soit de 90 %, dans le cas des groupes de grande taille.

Comment accroître ces exportations ? se demande CINARS, société sans but lucratif fondée en 1984 et qui s'est donné pour mission, justement, de favoriser le développement des arts québécois et canadiens de la scène à l'étranger.

« Notre mandat, dit Alain Paré, est de rapprocher des vendeurs et des acheteurs. »

L'organisme dispose à cette fin d'une banque de données dans laquelle figurent « 18 000 noms d'acheteurs potentiels et de compagnies de l'étranger qui peuvent venir ici », afin de favoriser les contacts entre les uns et les autres.

Voir **ARTS** en D2



Photothèque PC ©

Les arts québécois de la scène ont tiré en 1998-1999 des revenus de plus de 250 millions de dollars de leurs représentations à l'étranger. L'histoire ne dit pas si l'apport de Céline Dion (ici en «concert d'adieu» le 1^{er} janvier 2000 avec Bryan Adams) est compilé dans ces statistiques.

Fidelity Magellan écarte AOL Time Warner

d'après Bloomberg

BOSTON – Robert Stansky, gestionnaire du Fidelity Magellan Fund, a ajouté au troisième trimestre le titre de Wal-Mart Stores Inc. aux 10 meilleures participations de l'un des plus importants fonds communs de placement activement gérés aux États-Unis, écartant par le fait même AOL Time Warner Inc.

M. Stansky a également réduit la proportion d'intérêts du secteur de la technologie de l'information dans le fonds de 71,7 milliards US au niveau de 11,1 % des avoirs en septembre, soit le niveau le plus bas depuis le 30 septembre 1996, selon le Mutual Fund

Guide, un mensuel de Fidelity établi à Boston. Le fonds Magellan comportait 260 titres le 30 septembre, comparativement à 278 le 30 juin.

« Il se tient à l'écart du secteur », commente Jim Lowell, rédacteur de Fidelity Investor, bulletin mensuel qui suit les fonds Fidelity. Tandis que d'autres gestionnaires de fonds achetaient des actions du secteur technologique à la suite de la chute des prix au lendemain des attaques terroristes du 11 septembre dernier, « il (Robert Stansky) n'a pas été tenté par le marché », dit M. Lowell.

M. Stansky, gestionnaire du fonds Magellan depuis juin 1996, a réduit les participations du fonds dans le secteur technologique, qui représentaient le tiers des avoirs il y a un an, tandis que l'indice composé NASDAQ perdait plus de la moitié de sa valeur. Le poids actuel du secteur technologie dans son fonds est de 3,2 points de pourcentage plus

bas que celui de l'indice 500 de Standard & Poor's (S&P), sa référence.

Magellan a égalé la performance du S&P cette année, ayant perdu 16,51 % jusqu'à lundi, comparativement à une baisse de 16,59 % subie par l'indice. L'an dernier, Magellan avait perdu 9,29 % par rapport à une chute de 9,10 % pour le S&P.

« La raison pour laquelle il est en mesure de se tenir au coude au coude avec le marché, ce que la grande majorité des gestionnaires actifs ne peuvent réussir, tient principalement à la façon dont il entre et sort du secteur de la technologie grâce à sa prescience », affirme M. Lowell.

Il estime que la disparition de AOL Time Warner des 10 meilleurs titres de Magellan s'explique vraisemblablement par la chute de son titre, soit 38 % au cours du troisième trimestre. Pour leur part, les actions de Wal-Mart ont gagné 1,43 % au cours de la même

période. Il a été impossible d'obtenir des commentaires de M. Stansky.

En plus de Wal-Mart, les 10 meilleures participations du fonds Magellan au 30 septembre étaient General Electric, Citigroup, American International Group, Exxon Mobil, Tyco International, Pfizer, Microsoft, Viacom et Fannie Mae.

M. Stansky a réduit les avoirs liquides du Magellan à hauteur de 5,5 % des avoirs en septembre comparativement à 6,1 % en août, et il a augmenté le pourcentage des actions du secteur financier et des soins de santé. Les actions des compagnies financières constituaient 20,4 % des avoirs à la fin de septembre, alors que les actions du secteur des soins de santé représentaient 14,5 %.

Les avoirs de Magellan, le plus important fonds commun de placement activement géré aux États-Unis, ont fondu à 21,4 milliards, soit une baisse de 23 %, cette année en raison de la chute du prix des actions.

ÉCONO FLASHES

Labatt | Terrain à LaSalle

LES DIRIGEANTS de la Brasserie Labatt confirment l'acquisition des terrains qui accueillaient les anciens entrepôts de Seagram situés en face des bureaux de la brasserie du 50, rue Labatt, à LaSalle. Cet investissement stratégique pourrait permettre à Labatt de poursuivre ses projets d'expansion à LaSalle et d'agrandir son usine grâce à ces terrains d'une superficie de 418 774 pieds carrés. Labatt a déjà investi 23 millions dans cette usine au cours de la dernière année pour l'implantation d'Inno-5, une nouvelle chaîne de production inaugurée en avril dernier.

Domtar | Émission de billets de premier rang

DOMTAR a complété son émission aux États-Unis de billets de premier rang de 7,875 % échéant en 2011, dont le montant global est de 600 millions US. Le produit net de cette émission servira à rembourser de la dette bancaire contractée en vue de financer en partie l'achat, le 7 août dernier, de quatre usines de pâtes et papiers situées aux États-Unis.

Banque Laurentienne | Nouvelle émission d'actions

LA BANQUE LAURENTIENNE du Canada procède à une émission au Canada de quatre millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 9 pour un montant de 100 millions. La Banque émettra les actions privilégiées au prix de 25 \$ chacune, et les porteurs seront en droit de recevoir des dividendes trimestriels préférentiels non cumulatifs au montant de 37,5 cents par action, pour un rendement de 6 % par an. La Banque pourra, à compter du 15 décembre 2006, racheter les actions privilégiées, en totalité ou en partie, moyennant une prime décroissante. La date de clôture prévue est le 7 novembre. Le produit net de cette opération sera utilisé pour les besoins généraux de la Banque et accroîtra son capital de première catégorie.

Préverco | Investissement de 6 millions

PRÉVERCO, fabricant de planchers de bois franc de Saint-Augustin-des-Desmaures, en banlieue de Québec, procède à un investissement de près de 6 millions pour l'installations d'un nouveau séchoir. Le gouvernement québécois lui accorde une aide financière de 243 000 \$. L'entreprise, qui emploie présentement 150 personnes, devrait porter ce nombre à 200 au cours des deux prochaines années.

Clemex | Vente d'un autre système à Novartis

LES TECHNOLOGIES CLEMEX, société de Montréal spécialisée en microscopie quantitative, a vendu un nouveau système intégré d'analyse d'images à Novartis AG, ainsi que d'une mise-à-jour importante sur un système déjà en place. Situé à East Hanover, au New Jersey, le groupe Crystal Engineering de Novartis entend recourir au système d'analyse d'images automatisé, doté d'un microscope à platine motorisée, pour analyser les microstructures de cristaux d'agents médicamenteux purs. Novartis se spécialise dans les soins de santé, dont les activités principales englobent les produits pharmaceutiques, les soins pour les particuliers, les produits génériques de même que les soins oculaires et la santé animale.

Velan | Programme 2001 d'achat d'actions

LA BOURSE DE TORONTO a approuvé le programme 2001 d'achat d'actions de Velan, l'autorisant à acheter un maximum de 433 000 des 6,45 millions d'actions à droit de vote subalterne, à titre d'investissement approprié et souhaitable. La société peut ainsi acheter ses actions à droit de vote subalterne sur le marché libre, sur le parquet de la Bourse de Toronto, au cours de la période de douze mois commençant le 23 octobre et se terminant le 22 octobre 2002. Les actions achetées seront annulées.

Mount Real | Projet de placement privé

LA BOURSE DE TORONTO a accepté un engagement de prix relativement à un projet de placement privé de Corporation Mount Real. Le placement proposé prend la forme d'une offre jusqu'à concurrence de 1,5 million d'actions ordinaires à 1,25 \$ l'unité, avec souscription minimale de 150 000 \$. La transaction se fait en partie avec lien de dépendance. La direction de la société Mount Real participera à ce placement privé jusqu'à concurrence de 500 000 actions. Les fonds reçus serviront notamment de fonds de roulement. Cette société montréalaise offre des solutions de gestion financière et d'information aux entreprises axées sur la croissance, dans le secteur des médias, de la technologie et des services financiers.

Biophage et Défense nationale | Charbon et peste

BIOPHAGE a signé des ententes additionnelles au montant de 580 000 \$ avec le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada pour le ministère de la Défense nationale et le Centre de recherches pour la défense Suffield (CRDS). Ces ententes font partie intégrante d'une collaboration qui a débuté en 1996. À ce jour, Biophage, la Défense nationale et le CRDS ont mis au point un projet intitulé Stratégie de développement d'immunomodulateurs, qui a pour objectif d'identifier des immunomodulateurs qui peuvent stimuler et diriger les mécanismes de défense du système immunitaire afin de combattre les infections liées au charbon et à la peste. Les dernières ententes ciblent la phase 3 de ce projet dont les objectifs sont de maximiser l'efficacité et le degré de protection, ainsi que d'améliorer la thérapie après l'exposition à l'infection.

Shell Canada | Certification ISO 14001

SHELL CANADA est la première grande société pétrolière et gazière intégrée du Canada à obtenir l'enregistrement ISO 14001 pour ses principales installations d'exploitation, soit quatre usines à gaz naturel, trois raffineries, deux usines de lubrifiants et une installation de production de pétrole lourd, incluant la raffinerie de Montréal-Est. ISO 14001, norme facultative reconnue à l'échelle mondiale, est applicable aux systèmes de gestion environnementale d'industries de tous genres partout dans le monde.

Pierre Bellemare

RÉSULTATS

Suite de la page D1

Clément Gignac. « S'il laisse entendre que l'économie n'a pas dérogé beaucoup de ce qui était prévisible avant le 11 septembre, l'optimisme reviendra », prévoit-il.

IBM a rapporté hier un bénéfice net de 1,6 milliard de dollars américains, soit 90 cents l'action, comparativement à 2 milliards US ou 1,08 \$ l'action au troisième trimestre de l'an dernier. C'est un cent de mieux que le consensus des analystes. Les revenus du trimestre ont été de 20,4 milliards US, en baisse comparativement aux 21,78 milliards US de l'an dernier.

Intel, de son côté, a fait savoir que ses profits ont chuté de 77 % au troisième trimestre, passant de 2,89 milliards US, ou 43 cents l'action, à 655 millions US, ou 10 cents l'action. Les revenus ont baissé de 25 %, de 8,73 à 6,5 milliards US.

Les résultats d'IBM et d'Intel sont conformes aux attentes des analystes, ce qui explique qu'ils aient été bien accueillis. À la fermeture des marchés, le titre de IBM avait perdu 15 cents, à 101,85 \$ US,

et celui d'Intel avait gagné 58 cents, à 24,96 \$ US.

Sur le marché hors cote, après la fermeture des marchés, les actions d'IBM ont pris une pente ascendante, et ont atteint 106,25 \$ US.

La succession de mauvaises nouvelles annoncées hier n'a pas réussi à décourager les investisseurs. Malgré des statistiques déprimantes sur la production industrielle et les alertes à l'anthrax, dont une a touché le London Stock Exchange, le NASDAQ a pris 25,76 points, à 1722,07, son niveau le plus élevé depuis le 5 septembre. Le Dow Jones a lui aussi terminé la journée en hausse de 36,61 points, à 9384,23. L'indice Standard & Poor's 500 a clôturé à 1097,54, en hausse de 7,56 points.

La réaction positive du marché est « très impressionnante » compte tenu de la situation et des alertes à l'anthrax, a commenté Jon Brorson, responsable des investissements de Northern Trust à Chicago.

À Toronto aussi, la morosité ambiante a épargné le marché bour-

sier. Le TSE 300 a fini la journée en hausse de 71,30 points, à 7026,90. Les mauvaises nouvelles n'ont pourtant pas manqué. Shaw Communications a annoncé une perte beaucoup plus élevée que prévu au quatrième trimestre, à 294,8 millions, ou 1,39 \$ l'action, qui se compare avec un profit de 12,3 millions ou un cent l'action pour la même période l'an dernier. Les analystes interrogés par First Call/Thomson Financial attendaient une perte de 21 cents l'action.

Le titre du transporteur aérien Canada 3000 a chuté de 43 % pendant la journée, à la suite des propos d'un de ses dirigeants prévoyant une crise de liquidités si le gouvernement canadien ne lui accorde pas une aide financière supplémentaire. Il a fini la journée à 2,94 \$, en baisse de 26,5 %.

Netgraphe a elle aussi rapporté une perte importante de 4,2 millions, mais comme il s'agissait d'une amélioration par rapport au trimestre précédent, le titre a pris du mieux et a clôturé à 41 cents, en hausse de 15 cents.

ARTS

Suite de la page D1

« On nous accueille à l'étranger, et il faut retourner l'ascenseur », dit-il.

L'étude y va donc de quelques recommandations susceptibles d'aider encore mieux les groupes artistiques du Québec à faire plus sur les marchés étrangers.

D'abord, note-t-elle, il faut les soutenir davantage dans leur travail de prospection, très coûteux, des possibilités offertes par l'étran-

ger, au premier rang les États-Unis, la France et le Japon. Pour cela, on doit aussi « repenser les programmes d'emploi et la formation-perfectionnement pour assurer une continuité des efforts ». Et, en même temps, multiplier le nombre d'attachés culturels à l'étranger et les budgets de fonctionnement qui leur sont alloués.

Enfin, les entreprises culturelles souhaitent vivement avoir à fournir

aux différents paliers d'autorité les mêmes informations d'ordre financier lorsqu'elles sollicitent des subventions.

Pour son étude, DDM a sondé 52 compagnies exportatrices et a réuni quatre groupes-témoins de représentants d'entreprises, en plus d'avoir interviewé des dirigeants d'associations et des fonctionnaires des services de soutien à ce secteur.



MORRIS & MACKENZIE INC.
Morris & Mackenzie a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Maurice Sauvé au poste de président et chef de la direction.



Maurice Sauvé

Entré en fonction en 1969, M. Sauvé a joué un rôle clé, à titre de chargé de clientèle, dans la gestion des assurances d'entreprises commerciales et industrielles de premier plan. Nommé vice-président et administrateur en 1985, il a par la suite pris la direction du bureau de Montréal de la société en qualité de vice-président principal et est devenu membre du comité de direction.

Morris & Mackenzie inc., l'une des plus importantes sociétés canadiennes de courtage d'assurance qui appartient entièrement à ses cadres, offre toute une gamme de services en assurance de dommages, en gestion des risques et en assurance collective de personnes à un large éventail d'entreprises canadiennes et multinationales.

ARGENT DISPONIBLE

Rapide Finance Cie Ltée

- Problème de liquidités ?
- Prêts commerciaux à court terme seulement
- Confidentialité

342-4488

M. Jean-Claude Scraire, président du conseil de CDP Capital – le gestionnaire de fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec – annonce la nomination de M. André Bourbonnais au poste de président de CDP Services financiers.

Cette filiale de CDP Capital investit au Québec, au Canada et à l'étranger en privilégiant les partenariats dans tous les types de services financiers, soit les sociétés de gestion et de distribution de fonds, les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés de crédit-bail et les entreprises qui œuvrent dans les secteurs connexes aux services financiers. Le portefeuille de CDP Services financiers dépasse le milliard de dollars.

En plus d'assumer ces responsabilités, M. Bourbonnais voit à la promotion et au développement de l'industrie québécoise des services financiers, notamment celle des fonds communs de placement, ainsi qu'au positionnement et au rayonnement de Montréal comme centre financier international.

André Bourbonnais est diplômé en droit de l'Université d'Ottawa et de la London School of Economics and Political Sciences. Après avoir amorcé sa carrière au sein du cabinet d'avocats montréalais Stikeman Elliott, il s'est spécialisé dans les fusions et les acquisitions pour le groupe-conseil Transact International, de Monaco. Puis, chez Télé globe, il a occupé différents postes jusqu'à celui de vice-président exécutif, chef de la direction juridique et secrétaire. Avant de se joindre à CDP Services financiers, il était vice-président principal et chef des services juridiques du Cirque du Soleil. Son expérience diversifiée bénéficiera à l'ensemble de l'organisation.

CDP Capital offre une gamme complète de services de gestion de fonds à l'échelle mondiale. Avec un actif total sous gestion de 125 milliards de dollars, elle se classe au premier rang des gestionnaires de fonds au Canada. Elle se situe également parmi les grands gestionnaires de portefeuille des Amériques. Sa clientèle regroupe des régimes publics de rentes et d'assurance, des organisations des secteurs public et privé, ainsi que des fonds communs de placement. CDP Capital mène ses activités sur les cinq continents.

Nomination

CDP Capital

cdpcapital.com

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

CA OU CGA, 3 ans d'expérience et plus dans une firme comptable, maîtrise logiciels et fiscales, cherche défi dans l'achat d'une clientèle PME à court terme. Faire parvenir CV ou FAX: (514) 645-9880 a/s M.-A. Lampron.

CONDOS NEUFS, à vendre avec revenus garantis 21 000 \$ /an. Site unique, très bon investissement. 192 000 \$. 514-939-2828 #209

NOUS GARANTISSON, vos revenus locatifs à 100% pour immeubles résidentiels, condos ou uni familiales, déjà loués ou à louer. M. Hénault 450-682-8485 poste 102

RECHERCHE acheteur(euse) ou associé(e) pour bureau de location de condos, agent immobilier de préférence. Bons revenus. Denise Bernier Brandt 819-847-2680

RECHERCHÉ compagnie publique (Shel), inactive mais inscrite sur une bourse reconnue. Référence: 7170, St-Laurent suite 200, Montréal, H2S 3E2

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

1re et 2e hypothèque Balance de vente
Financement intérimaire
ACE MORTGAGE CORP.
(514) 731-8585 "agent protégé"

AVIS 800

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

CONFÉRENCES sur les rêves. Bureaux, résidences. Animation groupes 20 personnes et +. Aussi Consultation privé. (514) 883-0402.

Air Canada élimine 400 postes de cadres, dont plusieurs à Montréal

Presse Canadienne

Air Canada a éliminé plus de 400 postes de cadres, hier. Montréal, qui abrite le siège social de la société aérienne, sera particulièrement touchée.

Une porte-parole d'Air Canada, Renée Smith-Valade, a précisé que les cadres affectés occupaient une variété de postes dans l'ensemble de la société aérienne.

Air Canada compte environ 4600 cadres. La suppression porte donc sur près de 10 % de tout le personnel cadre.

Mme Smith-Valade a indiqué que les villes qui comptaient le plus d'employés cadres, comme Toronto, Vancouver et surtout Montréal, étaient les plus touchées.

« La majorité du personnel cadre est ici à Montréal, au siège social », a-t-elle déclaré.

Mme Smith-Valade a précisé qu'Air Canada avait informé les cadres de la suppression de leur poste au cours de la journée d'hier.



Photo REUTERS

La semaine dernière, le Conseil canadien des relations industrielles a invalidé 1281 avis de licenciement envoyés à des préposés au service à la clientèle et aux réservations. Une clause de leur contrat de travail leur accordait la sécurité d'emploi jusqu'en avril 2004.

Ces personnes pourront bénéficier d'indemnités de départ.

Elle a ajouté que ces licenciements faisaient partie des 9000 suppressions de postes déjà annoncées par Air Canada. La société aérienne avait annoncé 4000 suppres-

sions d'emplois en août dernier et 5000 autres après les attentats terroristes du 11 septembre.

Air Canada a éprouvé des difficultés à mettre ses plans à exécution. La semaine dernière, le Conseil canadien des relations

industrielles a invalidé 1281 avis de licenciements envoyés à des préposés au service à la clientèle et aux réservations. Une clause de leur contrat de travail leur accordait la sécurité d'emploi jusqu'en avril 2004.

Les discussions ont repris entre Air Canada et les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) afin de trouver une façon de régler le problème.

« Nous préférons éviter un combat avec l'entreprise, a déclaré Gary Fane, directeur du secteur des transports au sein des TCA. Nous savons que la situation est sérieuse. »

Une session d'arbitrage qui devait avoir lieu vendredi a été annulée.

Les TCA voudraient amener 500 de leurs membres à quitter l'entreprise volontairement, mais Air Canada soutient qu'elle n'a pas les fonds nécessaires pour présenter des mesures incitatives à la prétraite.

Le syndicat a également entrepris des discussions avec le ministre fédéral des Ressources humaines afin d'obtenir du financement

pour des programmes de partage d'emploi.

Lundi, un des concurrents d'Air Canada, Canada 3000, a fait savoir qu'il pourrait manquer de liquidités avant Noël si le gouvernement fédéral n'acceptait pas de fournir une garantie de prêt pour l'aider à passer au travers les prochaines semaines.

Canada 3000 n'avait pas de marge de crédit avant les événements du 11 septembre. Or, depuis cette date, les banques refusent de prêter aux sociétés aériennes sans garanties gouvernementales.

A Ottawa, le ministre des Transports, David Collenette, a indiqué qu'il « révisait activement » la demande de Canada 3000.

Il a toutefois rappelé que le gouvernement fédéral avait déjà annoncé une aide de 160 millions de dollars pour compenser les pertes subies par les sociétés aériennes à la suite des attentats.

Il a également affirmé que l'industrie aérienne devait se restructurer pour éliminer l'excès de capacité et mettre fin aux pertes.

L'action d'Air Canada a perdu 12 cents hier, pour clôturer à 2 \$.

Canada 3000 menacé de faillite, son titre s'effondre

Reuters

LE TITRE du transporteur aérien à rabais Canada 3000 a plongé de plus de 26,5 % hier après que la compagnie eut averti qu'elle pourrait tomber à court d'argent d'ici Noël à cause de l'impact des attentats du 11 septembre et d'une guerre de prix annoncée par Air Canada.

Le titre de Canada 3000 a cédé 1,70 \$ pour atteindre un nouveau plancher de 2,30 \$ en

matinée à la Bourse de Toronto, avant de remonter pour terminer à 2,94 \$, un repli de 1,06 \$.

Le deuxième transporteur aérien a indiqué lundi qu'il manquerait probablement d'argent pour poursuivre ses activités jusqu'à Noël.

Si Ottawa n'acceptait pas de garantir ses prêts, la compagnie était menacée de faillite car les banques refusent de prêter aux compagnies aériennes depuis les attentats, a af-

firmé John Lecky, le président du conseil de Canada 3000.

Les perspectives de Canada 3000 sont également affectées par une nouvelle offensive commerciale d'Air Canada, premier transporteur au pays, qui entend lancer le 1^{er} novembre un service à escompte baptisé Tango qui desservira plusieurs villes canadiennes et quelques destinations en Floride.

Canada 3000 demandera sous peu aux autorités antitrust canadiennes de bloquer le lancement de Tango, jugeant qu'Air Canada

livrerait ainsi une concurrence déloyale et abuserait de sa position dominante pour briser les reins de la concurrence. Air Canada contrôle environ 70 % du marché national.

L'action de Canada 3000 a perdu 53 % depuis les attaques du 11 septembre. Le titre était déjà sur une pente descendante depuis son sommet de l'année, à 10,75 \$, atteint à la fin de l'année dernière, depuis que l'industrie aérienne a commencé à souffrir du ralentissement économique et de la hausse du prix du carburant.

Pratt & Whitney Canada échappe aux 5000 mises à pied annoncées

La Presse

SOUPIR de soulagement pour les employés de Pratt & Whitney Canada. Ils échappent à la vague de 5000 mises à pied annoncées hier par la maison mère, United Technologies, de Hartford, au Connecticut.

En fait, les 600 mises à pied, surtout à Longueuil et Saint-Hubert, décrétées par Pratt & Whitney Canada à la fin du mois dernier dans la foulée des attentats du 11 septembre et des compressions importantes de plus de 20 % des transporteurs aériens, font partie du total des 5000 mises à pied annoncées hier, soit plus de 3 % de l'effectif de 154 000 employés d'United Technolo-

gies. Longueuil l'a confirmé en fin de journée.

United Technologies a divulgué hier ses résultats du troisième trimestre. Ses profits sont en hausse de 14 %, à 565 millions de dollars américains, et ses revenus sont en croissance de 7 %, à 6,9 milliards US.

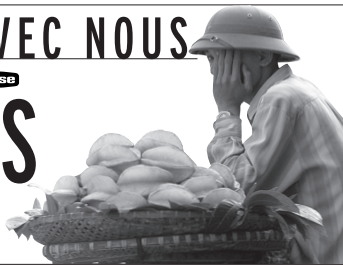
United Technologies prévoit cependant un recul de 250 millions US de ses profits prévus au quatrième trimestre. Elle éliminera 2500 emplois chez Pratt & Whitney, surtout dans les gros moteurs d'avion, et 1500 autres à son usine de systèmes.

Le chef de la direction, George David, espère que les filiales Otis et Carrier ne seront pas touchées par la récession.

EN VOYAGE AVEC NOUS

Les mercredis et samedis dans La Presse

VACANCES VOYAGE



Boeing gèle le développement de la version très long courrier du B777

Agence France-Presse

WASHINGTON — Boeing a décidé de geler pendant 18 mois le développement de la version très long courrier de son biréacteur B777, alors que l'avionneur américain cherche un nombre suffisant de commandes pour lancer ce programme, selon un communiqué du constructeur.

L'attaque terroriste du 11 septembre a provoqué une forte réduction du trafic aérien, ce qui a conduit les compagnies aériennes à revoir à la baisse leurs commandes.

Boeing ne compte jusqu'à présent qu'une compagnie aérienne intéressée par le B777-200LR, EVA Air, de Taiwan, qui a commandé trois de ce futur appareil pour livraison en mai 2006.

Boeing espérait lancer l'avion en janvier 2004, mais a repoussé le lancement à juillet 2005, et ce, à condition qu'il trouve un nombre suffisant de clients.

Le constructeur a précisé que 10 % des travaux d'ingénierie avaient été réalisés sur le futur avion et qu'il continuerait à le commercialiser durant la période de gel du développement.

Boeing n'a pas précisé si les 12 000 licenciements annoncés la semaine dernière touchaient le programme du B777-200LR.

Cet appareil pourra, s'il est construit, transporter 301 passagers sur 15 000 kilomètres sans escale, soit la distance entre New York et Kuala Lumpur.

Jamais 255 chevaux n'auront été aussi bien dressés.



Propulser vers le futur



INFINITI

PDFS 39500\$*

La nouvelle I35 Bien qu'elle renferme

de la puissance à revendre, la nouvelle I35 2002 d'Infiniti

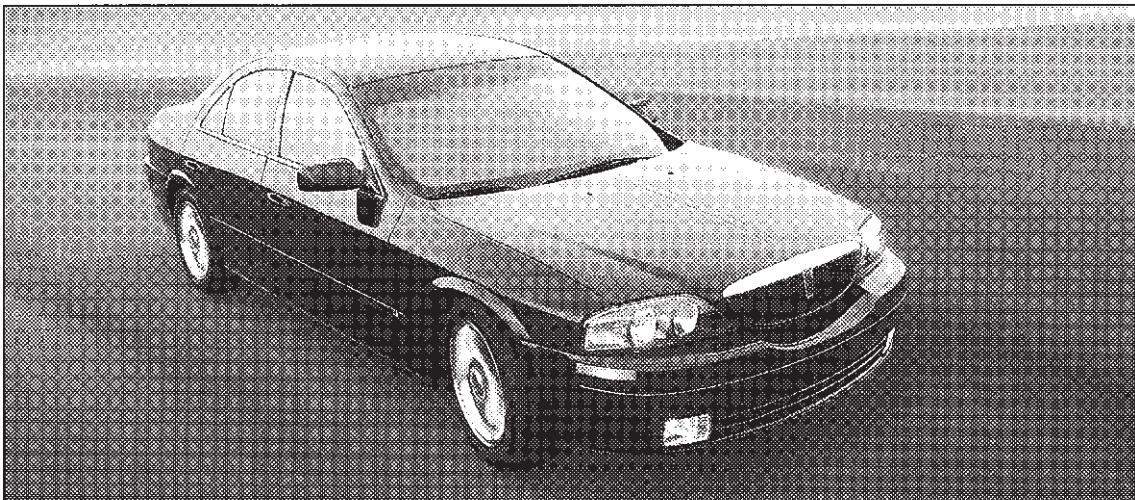
est dressée pour transformer les routes en chemins doux et gracieux. Dotée d'un moteur DACT avec réglage de la distribution variable en continu, elle vous fera filer sur la route en tout confort. Une évidence quand on connaît ses attributs : • Moteur VQ de 3,5 litres

de 255 chevaux, détenteur de prix qui le range dans la classe internationale • Plus de 100 caractéristiques très bien pensées, incluant un spacieux intérieur en cuir « Sojourner », autochangeur de 6 disques compacts dans la planche de bord et jantes en alliage de 17 po • Garantie parmi les meilleures de l'industrie • Expérience après-vente inégalée • Qui a dit que puissance et raffinement ne pouvaient aller de pair ? **Conduisez Infiniti.com**

INFINITI LAVAL

305, boul. Saint-Martin E., Laval (514) 382-8550

*PDFS pour le nouveau modèle de luxe I35 2002 d'Infiniti. Taxes, assurance, immatriculation, frais de transport et de préparation en sus. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix.



La Lincoln LS 2002.

Définissez votre luxe.

• Moteur V6 3 L DACT de 220 ch • Transmission automatique 5 vitesses • Radio AM/FM stéréo avec sonorisation haut niveau, chargeur de 6 DC • Sacs gonflables latéraux pour le conducteur et le passager avant • Sièges en cuir • Sièges avant chauffants • Climatisation à commande automatique de la température • Antipatinage à toutes les vitesses • **Entretien périodique sans frais additionnels!**

595 \$* Location 36 mois
Mise de fonds
de 4 295 \$
Transport inclus

LINCOLN
LUXE À L'AMÉRICAIN

VOS CONCESSIONNAIRES FORD-LINCOLN DU QUÉBEC

*Transport inclus. Dépôt de sécurité de 700 \$, mise de fonds et première mensualité exigées. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Sous réserve de l'approbation du crédit. Des frais de 0,10 \$ du kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Valable pour les premiers propriétaires ou locataires au détail. Cette offre ne s'applique qu'aux résidents canadiens. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

Neurochem larguée par son partenaire Lundbeck

L'action perd 25 % de sa valeur

DENIS ARCAND

La firme pharmaceutique néerlandaise Lundbeck a annoncé qu'elle interrompt définitivement la mise au point d'un médicament contre la maladie d'Alzheimer de Neurochem, Alzhemed, « à la lumière des plus récentes études précliniques », et qu'elle abandonne à Neurochem la propriété d'Alzhemed.

Ce rejet tout à fait inattendu d'Alzhemed par Lundbeck est une mauvaise nouvelle et jette un doute considérable sur la valeur de ce qui devait être le médicament vedette de la firme de Saint-Laurent.

Neurochem n'a pas rappelé *La Presse* hier. Mais son communiqué a présenté l'événement sous un jour différent, comme « une entente par laquelle Neurochem récupère sans frais l'entière propriété et le contrôle » d'Alzhemed.

D'ailleurs, au moins deux analystes financiers croient que la décision de Lundbeck pourrait cacher plus qu'une performance décevante du médicament expérimental.

« Sur la base des discussions préliminaires que j'ai eues avec la direction des deux com-

pagnies, je continue à croire que la science sur laquelle est fondé Alzhemed est solide », a dit hier Geneviève Poulin, de Financière Banque Nationale, qui a tout de même abaissé sa recommandation de « acheter » à « conserver » en attendant de consulter elle-même les récents résultats évoqués par Lundbeck.

« Les scientifiques de Neurochem n'interprètent pas les résultats précliniques du même oeil que Lundbeck et je crois qu'il faut creuser un peu avant de se faire une opinion définitive. » M^{me} Poulin a dit hier que Neurochem lui donnera accès aux données scientifiques controversées à partir de lundi prochain. En attendant, elle a aussi suspendu son prix cible de 10,50 \$ sur 12 mois et le révisera à la baisse peu importe ses conclusions sur les données. En effet, Neurochem a annoncé qu'elle financera elle-même la prochaine étape du développement clinique de Alzhemed, ce qui coûtera une dizaine de millions. Même si la compagnie en a les moyens (elle a des réserves de 36 millions), cela aura un impact certain sur ses dépenses de R&D.

Normalement, l'abandon d'un médicament expérimental comme l'a fait Lundbeck est l'arrêt de mort du produit.

Mais M^{me} Poulin estime qu'il y a de bonnes raisons dans ce cas-ci de « gratter et de voir un peu plus en profondeur ». « Je soupçonne que la relation entre les deux firmes

n'allait pas bien et qu'il y avait une frustration croissante chez Neurochem, parce que Lundbeck ne priorise plus Alzhemed », dit-elle.

« Lundbeck a de nombreux problèmes et sa capitalisation boursière a fondu de 25 % depuis l'expiration du brevet européen qui protégeait son principal médicament, l'anti-dépresseur Célexa, désormais soumis à la concurrence des génériques. Célexa représentait 82 % de tous les revenus de Lundbeck en 2000. Or il est clair que cette compagnie se dirige vers des problèmes de liquidité, parce qu'en parallèle, elle a cinq nouveaux médicaments à lancer, ce qui coûte très cher. »

L'analyste Georges Mahmoudridès, de Valeurs mobilières Desjardins, note aussi que l'annonce par Lundbeck lundi de problèmes pharmacologiques avec Alzhemed jure totalement avec le comportement tout récent de la firme, qui a investi plus de 10 millions dans le développement du médicament et qui a versé 3,5 millions en paiements d'étapes à Neurochem juste en 2001.

M^{me} Poulin pense aussi que Lundbeck a abandonné Alzhemed parce que la firme néerlandaise a acquis la licence européenne de Mémentine, un médicament expérimental censé protéger la mémoire des patients affligés de l'Alzheimer. « C'est une approche moins intéressante que celle d'Alzhemed, qui combat la cause de la maladie, tandis

que Mémentine combat l'effet. Mais Mémentine a franchi plus d'étapes réglementaires vers son homologation. Ça compte, quand une compagnie s'attend à être serrée financièrement. »

M^{me} Poulin a aussi indiqué que la direction de Neurochem était mécontente depuis quelque temps des protocoles cliniques élaborés par Lundbeck pour évaluer Alzhemed.

« Si c'est Neurochem qui a raison, les événements pourraient être positifs à long terme, puisque Neurochem pourra négocier des redevances plus élevées avec un produit dont les études cliniques seront plus avancées. » Neurochem avait signé avec Lundbeck en juin 1999, sur la base d'un produit en études précliniques.

M^{me} Poulin dit avoir confiance dans la qualité de la recherche chez Neurochem, un sentiment renforcé par une autre annonce, lundi, au sujet d'une subvention de 1,4 million de la Food & Drug Administration (le pendant américain de Santé Canada) pour Fibrillex, un autre médicament expérimental de Neurochem. Fibrillex vise une maladie appelée amyloidose secondaire, et est basé sur la même base scientifique qu'Alzhemed, souligne M^{me} Poulin.

L'action de Neurochem a perdu 50 cents hier, terminant à 3 \$. L'action était à 4 \$ avant l'annonce de l'abandon d'Alzhemed par Lundbeck.

TECHNOBRÈVES

Cisco rappelle des transfos

LA COMMISSION fédérale de protection du consommateur a annoncé hier le rappel par le fabricant d'équipements pour Internet Cisco Systems de quelque 95 000 routeurs ADSL à cause d'un risque d'échauffement du transformateur. La Consumer Product Safety Commission (CPSC) a expliqué qu'un cas de transformateur électrique présentant une surchauffe, mais n'ayant causé aucune blessure ou dommage, avait été signalé à la société californienne.

Reuters

Écrire en conduisant

L'OPÉRATEUR JAPONAIS de télécommunications Nippon Telegraph and Telephone et le constructeur automobile Honda Motor Co. ont mis au point un système de reconnaissance vocale permettant d'envoyer du courrier électronique sans lâcher le volant. Il sera mis à l'essai l'an prochain.

Reuters

AOL améliore son logiciel

LA DERNIÈRE VERSION du logiciel AOL pour les États-Unis, sans être radicalement nouvelle, intègre des données personnalisées

et plus de contenu de sa filiale Time Warner et de son service de radio en ligne. Le dernier-né d'AOL Time Warner a été dévoilé hier, au lendemain de la présentation de la nouvelle version de son concurrent MSN par Microsoft.

Reuters

Encore trop tôt

MERRILL LYNCH estime qu'il est trop tôt pour dire que le marché des équipementiers européens des télécoms a touché le fond et va rebondir et juge que Marconi et Alcatel en particulier subissent toujours des pressions. « Le communiqué de Marconi (lundi) confirme notre opinion que les indices fondamentaux du secteur européen de l'équipement des télécommunications restent faibles », a écrit Merrill hier, dans un rapport d'analyse.

Reuters

Plus réalistes

LES CHEFS D'ENTREPRISE européens pen-

sent toujours que le commerce électronique offre de nombreuses occasions, mais ils se montrent beaucoup plus réalistes qu'avant la bulle spéculative qui avait culminé au printemps 2000. Selon une étude du groupe de conseil en management et en technologies Accenture auprès de 840 dirigeants dans 25 pays, la priorité est désormais de mettre en oeuvre des projets pouvant apporter des gains dans un domaine bien identifié.

Reuters

Vivendi satisfait

Le PDG de Vivendi Universal, Jean-Marie Messier, a qualifié hier de « pragmatique et réaliste » la décision du gouvernement de réduire le prix de la licence UMTS et a déclaré qu'elle renforçait la volonté de son groupe d'investir dans cette technologie. Au cours d'une réunion de presse, il a dit se réjouir de cette mesure, qui équivalait à une division par quatre de la somme que devaient verser les opérateurs détenteurs d'une licence en 2001 et 2002.

Reuters

EN CE MOMENT, CERTAINS
INVESTISSEURS SONT PLUS À L'AISE
AVEC LEURS PLACEMENTS.



METTEZ-VOUS À LEUR PLACE.

Les marchés ne sont pas reposants. Profitez-en pour relaxer et faire travailler votre argent. La Banque Nationale est un tremplin pour des placements sûrs et certains. **Nos produits à capital garanti et nos programmes diversifiés de placement sont payants**, présentement et pour longtemps. Qu'attendez-vous pour vous détendre ?

Contactez un conseiller de la Banque Nationale à l'une de nos succursales ou au

1 888 TELNAT-1
www.bnc.ca



VOUS SEREZ PLUS À L'AISE

PLUS D'UN CLUB DE GOLF DANS VOTRE SAC

UN MONDE DE PRIVILÈGES. DES PARCOURS
INCROYABLES. DU GOLF SANS LIMITE.

ClubLink donne la chance aux mordus du golf d'aller plus loin dans leur passion. En devenant membre de ClubLink, vous accédez à beaucoup plus qu'un simple terrain de golf : vous bénéficiez du privilège de réciprocité qui vous permet de jouer sur les 35 parcours de golf et centres de villégiature ClubLink au Québec et en Ontario, ainsi que sur les 225 propriétés de ClubCorp à travers le monde. Et comme tous ces parcours font partie de la grande famille de ClubLink, vous êtes assuré de jouer sur des terrains qui se classent parmi les plus beaux qui soient. Alors, qu'attendez-vous pour pratiquer votre sport préféré comme vous l'avez toujours rêvé ? Pour les privilèges, la qualité du jeu et le choix incomparable, devenez membre de ClubLink dès aujourd'hui. Aucune autre formule ne vous en offre autant.



POUR DEVENIR MEMBRE AUX TERRAINS LE FONTAINEBLEAU, CEDARBROOK
ET LE MAÎTRE DE MONT-TREMBLANT, COMPOSEZ DÈS AUJOURD'HUI
LE 1 800 787-0617. TARIFS AFFAIRES DISPONIBLES.

Gaz Métro invite les Québécois à se chauffer au gaz

MARIE TISON
Presse Canadienne

Les Québécois devraient cesser de chauffer leurs domiciles à l'électricité pour passer au gaz naturel, a lancé hier le président et chef de la direction de Gaz Métropolitain, Robert Tessier, dans un discours prononcé devant la chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Présent durant le discours, le président-directeur général d'Hydro-Québec, André Caillé, ne s'est pas opposé à cette idée. Interrogé, malgré ses réticences, par les journalistes, il a dit qu'il appartiendra aux consommateurs de décider du type d'énergie à utiliser.

« Vous allez voir, les clients vont faire le bon choix, le choix économique, le choix le plus efficace, a-t-il déclaré. Nous allons être capables de vivre avec ça. »

Hydro-Québec est le principal actionnaire de Gaz Métropolitain avec une part de 41 %.

M. Tessier a expliqué que le chauffage de l'air et de l'eau pouvait se faire de façon plus efficace et plus économique avec du gaz naturel qu'avec de l'électricité.

« Si vous faites de l'électricité à partir du gaz naturel avec les machines les plus performantes, vous allez atteindre un coefficient de rendement de 50 à 55 %, a-t-il affirmé. Si vous mettez directement du gaz naturel dans la fournaise, vous avez 95 % de rendement énergétique. »

M. Tessier a également fait valoir que l'énergie hydroélectrique était sujette aux aléas des précipitations « qui, au cours des 10 dernières années, n'auraient pas été à la hauteur des attentes des modèles prévisionnels ».

« On ne peut gager notre avenir sur l'espoir qu'il pleuvra davantage, a-t-il lancé. Il serait temps de conserver l'électricité pour des usages qu'elle seule peut accomplir. »

M. Tessier a également fait observer qu'Hydro-Québec vendait à perte dans le secteur résidentiel.

Effectivement, le président d'Hydro-Québec Distribution, Yves Filion, a révélé la semaine dernière qu'en 2001, cette division devrait enregistrer un déficit de 560 millions sur des revenus de 8,1 milliards.

« On devrait cesser les campagnes de publicité et les subventions pour pousser les consommateurs



Le président-directeur général d'Hydro-Québec, André Caillé, ne s'est pas opposé à l'idée de son collègue de Gaz Métro, Robert Tessier, selon qui les Québécois devraient cesser de chauffer leurs domiciles à l'électricité pour passer au gaz naturel.



Photothèque PC ©

vers une option qui ne répond plus aux conditions d'aujourd'hui, alors que les logiques économique et environnementale devraient être guidées par le principe suivant : utiliser la bonne énergie pour les bons usages », a déclaré M. Tessier.

Pipeline

Par ailleurs, le président de Gaz Métropolitain a accusé le gouvernement fédéral de ne rien faire pour aider le Québec et l'Ontario à bénéficier du gaz naturel de l'Atlantique grâce à un nouveau pipeline.

« Actuellement, le gaz des Maritimes est massivement exporté sur le marché de Boston par le gazoduc Maritimes and Northeast, a-t-il déclaré. Le problème, c'est que les

compagnies américaines qui contrôlent le gazoduc veulent accroître sa capacité et exporter tout le gaz disponible vers Boston et, de là, l'acheminer plus au sud par de nouveaux pipelines et projets. »

Ces nouveaux projets de pipelines disposent de conditions favorables, comme des périodes d'amortissement de 25 ans. Par contre, le pipeline que Gaz Métropolitain et ses partenaires voudraient construire pour transporter du gaz depuis le pipeline principal vers le Québec et l'Ontario se bute

à des conditions plus sévères, comme des périodes d'amortissement de 10 ans seulement.

« On ne peut gager notre avenir sur l'espoir qu'il pleuvra davantage, a lancé M. Tessier. Il serait temps de conserver l'électricité pour des usages qu'elle seule peut accomplir. »

L'Office national de l'énergie tient actuellement des audiences sur ce problème à Halifax, mais M. Tessier a dit craindre qu'une victoire ne soit que temporaire dans ce dossier.

« Une solution rapide et politique s'impose pour résoudre la question, a-t-il déclaré. Malheureusement, force est de constater que le gouvernement canadien, à ce jour, s'en lave complètement les mains. »

Au-delà de la **technologie...**
les **affaires**

JiQ 2001
7 novembre 2001, Centre des congrès de Québec

Comment peut-on avec efficacité réaliser « La transformation organisationnelle » ?

Comment l'alliance d'une vision, de l'innovation et de la technologie, conduit à la prospérité de l'organisation ?
Gaétan Frigon, Président-directeur général de la Société des alcools du Québec

« Business Intelligence » : une stratégie de gagnant
Martin Bouchard, Président et chef de la direction, Copernic.com

Le Mobile, une technologie qui nous rejoint
Richard Le Hir, Vice-président principal et chef de la direction, VisualMed

Fusion de processus, ressources humaines et technologies : comment gérer un tel changement ?
Élisabeth Châtillon, Sous-commissaire région du Québec, Agence des douanes et du revenu du Canada

Pour information et inscription : (418) 684-0248 ou www.fiq.qc.ca/quebec/jiq
Cette activité est sous la présidence de Jacques Topping.

PARTENAIRES OR

Bell **CGI** **COMPAQ** La technologie de l'inspiration **Microsoft** **ORACLE**

La nouvelle Lexus IS 300 SportCross est arrivée.
(Tout ce que vous attendez d'une berline sport. Et bien plus.)

Ne vous laissez pas induire en erreur par ses cinq portières et son intérieur spacieux. La nouvelle SportCross est une véritable machine de sport dont le fougueux six cylindres en ligne de 3 L et 215 ch vous fera bondir de 0 à 60 mi/h en 7,4 secondes. Oui, c'est bien vrai que quatre adultes de grande taille y voyagent en tout confort et que vous bénéficiez d'un généreux espace utilitaire de 21,9 pieds cubes. Mais ce qui vous impressionnera le plus, c'est ce que vous ressentirez une fois au volant, dans un siège sport,

en appuyant sur l'accélérateur en aluminium perforé et en passant les vitesses à l'aide des commandes « E-shift » intégrées au volant, dévalant une route qui invite à la conduite sportive. Nous pensons qu'à partir de ce moment, vous serez convaincu qu'en dépit de toutes ses qualités fonctionnelles, la SportCross est avant tout une Lexus IS 300.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus :
1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

Voici LA NOUVELLE LEXUS IS 300 SportCross

À la conquête de la perfection. **LEXUS**



Voici LA NOUVELLE LEXUS IS 300 SportCross

L'industrie agroalimentaire présente sa liste d'épicerie

ARIANE KROL

Les représentants de l'industrie agroalimentaire québécoise se réunissent ce soir et demain à Saint-Hyacinthe pour demander au premier ministre Bernard Landry d'aider les transformateurs à se tailler une place sur les tablettes des épiceries et d'aider les producteurs agricoles à moins polluer.

« Au Québec, on a trois clients. Le seul endroit au monde où il y a une telle concentration de la distribution, c'est en Australie, où ils en ont deux », souligne Jacques Légaré, président-directeur général du Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation (CTAC).

Les trois clients des fabricants de produits alimentaires québécois, ce sont les chaînes de supermarchés Metro, Loblaw, qui a racheté Provigo, et Sobeys, qui a mis la main sur IGA. Metro est maintenant la seule à avoir son siège social ici. « Les centres de décision sont sortis du Québec pour s'orienter vers l'extérieur ; ils veulent s'approvisionner et être efficaces à l'échelle canadienne. Je comprends ça, mais 80 % des transformateurs québécois sont des entreprises de petite taille », indique Jacques Légaré.

Après un an et demi de lobbying, le CTAC s'est taillé la part du lion de la rencontre : la transformation alimentaire mobilisera toute la matinée de jeudi, alors que la qualité des aliments et l'agroenvironnement se partageront l'après-midi.

Cette industrie de 15 milliards de dollars, qui compte 60 000 emplois directs au Québec, réclame de l'aide à l'exportation, à la mise en marché et à l'innovation, ainsi que des politiques fiscales, des subventions, des fonds pour permettre aux entreprises d'ici d'acheter des marques de commerce réputées, etc.

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a annoncé la création d'une direction des politiques de transformation il y a près d'un an, « mais à date, rien de concret ne s'est fait. La parade est en train de passer, on a déjà vu de belles entreprises comme Artel rachetées par des étrangers », dit Jacques Légaré.

L'Union des producteurs agricoles (UPA) appuie les revendications des transformateurs, qui achètent 85 % des produits de ses membres. Mais son plat de résistance sera l'agroenvironnement, pour lequel elle réclame une politique et un financement spécifiques.

L'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) trouve aussi qu'il est temps de s'attaquer aux impacts environnementaux de la production agricole.



Photo ROBERT NADON, La Presse ©

L'Union des producteurs agricoles appuie les revendications des transformateurs, qui achètent 85 % des produits de ses membres. Mais son plat de résistance sera l'agroenvironnement, pour lequel elle réclame une politique et un financement spécifiques.

La rencontre qui commence ce soir s'intitule *Rendez-vous de mi-parcours*, car elle vise à faire le bilan des engagements pris en 1998 à la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois. Or, le bilan environnemental de l'UQCN est plutôt noir que vert.

« Du côté des objectifs économiques, le bilan est plutôt bon : il y a une nette progression du secteur porcin et d'autres secteurs. Mais les gains environnementaux se font en-

core attendre », dénonce Denis Boutin, économiste agricole à l'UQCN. Le problème, analyse-t-il, c'est que le plan d'action élaboré par l'industrie agroalimentaire en 1999 reposait surtout sur des mesures dites d'accompagnement. « On reconnaît l'importance de l'autoresponsabilisation des producteurs, mais il manquait des outils économiques qui vont inciter les entreprises agricoles à prendre le virage vert. » Il réclame des mesures inci-

tatives, mais aussi dissuasives. « On reconnaît la nécessité que le gouvernement investisse davantage en agroenvironnement, mais il faut aussi qu'il y ait une diminution des aides en cas de non-respect des normes environnementales. »

Par ailleurs, l'Union paysanne, un regroupement de producteurs en faveur des fermes « à dimension humaine », demande un appui pour les produits paysans et biologiques. « De toute urgence, il faut ouvrir des parts de marché pour la vente à la ferme et faciliter la transformation et la mise en marché des produits paysans », demande l'organisme dans un communiqué qui sera publié aujourd'hui.

Plusieurs annonces en vue

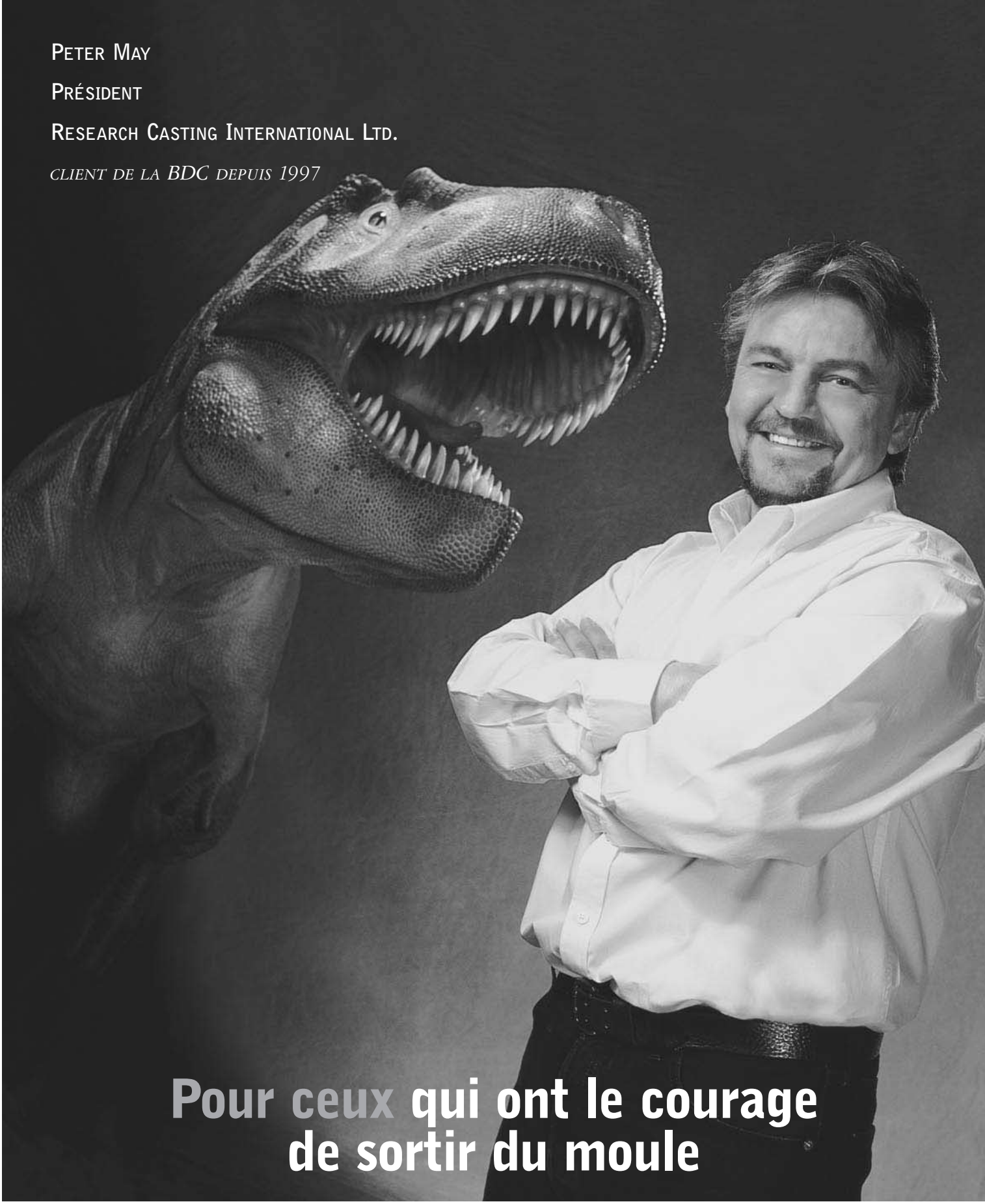
Environ 350 représentants de tout le Québec agroalimentaire seront à Saint-Hyacinthe. Le programme annonce aussi la présence de Bernard Landry pour toute la durée de la rencontre, qui sera accompagnée de son ministre de l'Agriculture, Maxime Arseneau. Les ministres Gilles Baril, André Boisclair, Louise Harel, Pauline Marois, Jean Rochon, ainsi que le président du Conseil du Trésor, Sylvain Simard, ont été invités, tout comme les financiers Claude Blanchet (SGF), Louis Roquet (Investissement Québec) et André Dicaire (Financière agricole). Les participants s'attendent donc à plusieurs annonces.

PETER MAY

PRÉSIDENT

RESEARCH CASTING INTERNATIONAL LTD.

CLIENT DE LA BDC DEPUIS 1997



Spécialisée dans le moulage et le forgeage d'objets hors du commun, comme les squelettes de dinosaure, les fossiles et les couches terrestres, Research Casting International est devenue en quelques années la plus grande entreprise du genre dans le monde. Ses pièces sont exposées dans les musées les plus prestigieux. Ce succès monstre, la firme ontarienne le doit bien sûr à un travail inspiré, mais aussi à un prêt à terme et aux services de consultation en gestion de la BDC.

Vous cherchez à faire croître votre entreprise ? Voyez la banque qui offre du financement non conventionnel, du capital de risque et des conseils en gestion. Composez le 1 888 INFO-BDC ou visitez notre site Web à l'adresse : www.bdc.ca

Canada

Banque de développement du Canada
EXCLUSIVEMENT AU SERVICE DES PME



Kraft Foods hausse son bénéfice

Reuters

NORTHFIELD (Illinois) — Le premier producteur alimentaire américain, Kraft Foods, a dégagé au troisième trimestre un bénéfice de 522 millions de dollars américains, soit 30 cents US par action et un cent US de mieux que la prévision moyenne du marché.

À titre de comparaison, Kraft, qui n'était pas encore cotée en Bourse et qui reste détenue en majorité par le cigarettier Philip Morris, avait dégagé un bénéfice de 420 millions US (24 cents US par action) au trimestre correspondant l'an dernier. Son chiffre d'affaires a atteint 8,06 milliards US comparativement à 8,11 milliards US un an plus tôt.

Brookfield veut reconstruire le World Trade Center

d'après Bloomberg

NEW YORK — Brookfield Properties Corp., propriétaire de quatre immeubles à proximité du World Trade Center, a engagé des pourparlers avec le locataire du centre détruit, Larry Silverstein, pour l'aménagement du secteur, indique le *Wall Street Journal*, qui cite John Zuccotti, vice-président du conseil d'administration de Brookfield.

Brookfield et M. Silverstein ont embauché David Childs, architecte du cabinet Skidmore Owings & Merrill LLP, et Alex Cooper, urbaniste de la société Cooper Robertson & Partners, pour dessiner les plans, ajoute le journal.

M. Silverstein avait obtenu un bail de 99 ans pour le World Trade Center en juillet dernier et il a manifesté son intention de faire construire quatre tours de 50 étages chacune environ à l'emplacement des anciennes tours.

Des marchés pleins d'embûches exigent une approche informée

La meilleure décision que vous puissiez prendre aujourd'hui est de parler à un représentant d'Altamira. Notre analyse objective vous aidera à faire les choix les plus avisés.

Appelez le 1-800-361-2354
Demandez une analyse de votre portefeuille.
C'est gratuit.



Le Mouvement Desjardins se dit prêt à faire face à la récession

RICHARD DUPAUL

Le Mouvement Desjardins ne sera pas épargné par la récession qui s'amorce au Québec, et que les attaques terroristes aux États-Unis sont venues accentuer.

En effet, le géant coopératif entrevoit notamment des « difficultés » avec certaines entreprises à qui il prête, affirme son président, Alban D'Amours, qui maintient toutefois que la plus grande institution financière québécoise est bien outillée pour faire face à la situation.

« Nous prévoyons quelques difficultés avec des entreprises que nous finançons », a admis hier M. D'Amours devant les médias après avoir annoncé un don de un million de dollars de Desjardins pour la création d'un centre d'études en gestion de coopératives de services financiers à l'École des hautes études commerciales (HEC).

De concert avec les économistes de Desjardins, le responsable s'attend à une récession au Québec d'une durée de six à neuf mois, mais celle-ci serait « mineure » et suivie d'une reprise progressive après coup.

M. D'Amours a aussi laissé entendre que la « correction » économique, qui fait suite à l'éclatement de la bulle financière, aura moins d'emprise sur Desjardins que sur les banques à charte compte tenu de la nature des marchés de la coopérative. « Nous n'avons pas de gros financements avec les grandes sociétés nord-américaines. Le marché québécois, que nous desservons, a bien résisté jusqu'à maintenant », note-t-il.

Aussi, M. D'Amours ne croit pas que le ralentissement économique aura un impact majeur sur le portefeuille de prêts de Desjardins, qui est de « très bonne qualité » et dont le taux de couverture est de « plus de 100 % », insiste-t-il. Le responsable s'attend même à une rentabilité à la hausse pour Desjardins au troisième trimestre, bien que cette

croissance sera inférieure à celle du premier semestre.

Selon lui, le secteur des exportations, responsable de 55 % de l'économie du Québec, sera le plus touché par la récession. « Les exportations connaissent un certain recul (car) notre principal partenaire sont les États-Unis », a-t-il souligné.

M. D'Amours affirme que le Mouvement Desjardins entend gérer la situation avec « réalisme » et avec une « attention toute particulière » pour les cas difficiles. Mais l'institution financière promet de ne pas étrangler ses clients en difficulté. « Nous ne serons pas très agressifs, nous serons plutôt compréhensifs », promet le responsable.

La récente tragédie américaine a aussi quelque peu modifié le comportement des Québécois, qui sont maintenant plus prudents avec leur argent, ajoute-t-il. « Les épargnants, qui avaient pris l'habitude de prendre des risques, ont pris un peu de recul. Ils ont tendance à conserver plus de liquidités,

mais on croit que cette situation est temporaire », a-t-il mentionné.

Le Mouvement Desjardins observe notamment une hausse des dépôts en Floride où il possède maintenant deux succursales.

Dans le contexte actuel de crise, M. D'Amours était visiblement heureux par ailleurs d'annoncer « des bonnes nouvelles », soit la création du nouveau Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers.

Le centre, établi aux HEC, fera des travaux entres autres sur l'importance, pour les coopératives financières, de moderniser leurs structures, leurs pratiques de capitalisation et leurs critères de performance dans un contexte de mondialisation des marchés et de concurrence accrue.

M. D'Amours a souligné que son entreprise avait accordé un don total de 2,5 millions à la campagne de financement des HEC, dont un million pour le nouveau centre Desjardins, et il a invité les autres institutions financières à être aussi généreuses.

Goldman abaisse ses prévisions sur la Banque TD et la CIBC

Reuters

TORONTO — Goldman Sachs a réduit ses recommandations sur la Banque CIBC et la Toronto-Dominion hier en invoquant une détérioration du crédit à la suite des attentats du 11 septembre dernier aux États-Unis.

Goldman a abaissé sa recommandation sur la Banque CIBC à « performance » par rapport à « surperformance », une réduction que la maison de courtage a attribuée aux inquiétudes sur la qualité du crédit et aux perturbations de ses activités américaines.

Un risque plus grand

« Le risque sur les bénéfices est plus grand que celui que nous avions prévu lorsque nous avions d'abord révisé nos estimations et ne se reflète pas complètement dans nos évaluations », a dit Goldman.

Ses prévisions de bénéfice par action pour le quatrième trimestre ont diminué de 5 cents, à 95 cents, et une réduction semblable de 5

cents a été apportée aux prévisions de 2001 et 2002.

Banque TD

Goldman a réduit ses recommandations sur la Banque TD de « recommandé » à « surperformance » en raison de sa dépendance aux revenus de marchés de capitaux et des inquiétudes grandissantes sur la qualité du crédit.

Goldman a réduit de 5 cents les prévisions de bénéfice par action de la TD pour le quatrième trimestre, 2001 et 2002. Il s'attend maintenant à un bénéfice par action de 73 cents pour le quatrième trimestre.

Morgan Stanley Dean Witter a abaissé lundi sa recommandation sur la Banque Scotia de « surperformance » à « neutre ».

Le titre de la CIBC a reculé de 3 cents, à 50,85 \$ hier, à la Bourse de Toronto, tandis que celui de la TD a perdu 4 cents, à 36,71 \$, et que celui de la Scotia a cédé 17 cents, à 44,85 \$.

La Banque Laurentienne marie ses familles de fonds R et Iris

STÉPHANIE GRAMMOND

À L'HEURE où les mouvements de fusion et de rationalisation transforment l'industrie des fonds communs de placement, la Banque Laurentienne ne fait pas exception. L'institution financière veut marier, d'ici la fin de l'année, ses deux sociétés de fonds communs de placement pour former une seule famille élargie.

Les 15 fonds de sa famille Iris seront donc adoptés par la famille de Fonds R. Les deux bannières seront désormais parrainées par BLC-Edmond de Rothschild, une coentreprise entre la Banque Laurentienne et la Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque qui gère déjà la grande majorité des fonds des deux familles.

Près d'une dizaine de fonds Iris qui présentent de grandes similarités avec les 18 fonds de la famille R (ex : marchés monétaires, équilibrés) seront fusionnés, selon André Bolduc, le chef des opérations de BLC-Edmond de Rothschild. Par contre, les fonds plus spécialisés de la famille Iris devraient rester en place. Entre autres, le Fonds d'actions canadiennes de petite capitalisation et le Fonds d'obligations nord-américaines à haut rendement, qui sont présentement gérés par la firme Elliott & Page, devraient rester intacts.

Après la réorganisation, la nouvelle famille R comptera environ 25 fonds pour un actif total de plus de 600 millions de dollars. Iris contient présentement 495 millions d'actif, ce qui la classe au 31^e rang de l'industrie canadienne des fonds communs, bien loin derrière les familles de fonds appartenant aux six autres banques canadiennes. Quant aux Fonds R, ils n'arrivent qu'en 47^e position, avec un actif cinq fois plus petit de 101 millions.

« La bannière des Fonds R commence à être beaucoup plus populaire à l'extérieur du réseau de la Banque. Plus de 30 % de l'actif provient de l'extérieur du réseau. Les fonds Iris étaient presque uniquement vendus à l'intérieur du réseau de succursales de la Banque », a dit M. Bolduc pour justifier le choix de miser sur les Fonds R.

Les épargnants pourront continuer d'acheter et de vendre les fonds de la nouvelle famille R dans les succursales de la Banque Laurentienne, et ce, sans commission de vente. Par contre, les Fonds R seront vendus avec commission si les investisseurs font affaire avec un planificateur ou un conseiller financier de l'extérieur de la Banque Laurentienne.

Parmi les avantages du regroupement, la Laurentienne n'aura plus à soutenir deux concepts de marketing pour des familles de fonds aussi petites. De leur côté, les investisseurs auront davantage de latitude lorsqu'ils voudront effectuer des transferts à l'intérieur de la nouvelle famille élargie. Les deux familles, qui ont le même style de gestion axé sur la recherche de sociétés de croissance, sont néanmoins assez complémentaires puisque la force des Fonds R repose surtout sur l'international alors que les fonds Iris sont plutôt tournés vers le Canada.

En outre, la restructuration des fonds R et Iris devrait permettre des économies d'échelle qui se traduiront éventuellement par une réduction des frais de gestion. D'ailleurs, BLC-Edmond de Rothschild ne se cache pas d'être en quête d'autres acquisitions qui lui permettraient d'augmenter sa masse critique dans ses trois champs d'activité, soit les fonds communs, la gestion pour la clientèle fortunée et la gestion pour la clientèle institutionnelle.

VOUS DIRIGEZ UNE ENTREPRISE DE 10 SALARIÉS OU PLUS?



L'ÉQUITÉ SALARIALE:

l'échéance du 21 novembre 2001 approche!

Si vous n'avez pas encore commencé la démarche d'équité salariale dans votre entreprise, il est encore temps de vous y mettre. La Commission de l'équité salariale peut vous aider.

L'équité salariale entre hommes et femmes, c'est une question de justice!

Il est encore temps d'agir!

**1 888 528-8765
www.ces.gouv.qc.ca**

**Commission
de l'équité salariale**

Québec



***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

17 octobre 2001

Page D8 manquante



Photothèque PC ©
Selon le président d'Astral Média, Ian Greenberg, les éventuels achats de son groupe auront lieu dans les chaînes spécialisées, la radio ou l'affichage extérieur.

Astral ne veut pas de stations de CTV

Presse Canadienne

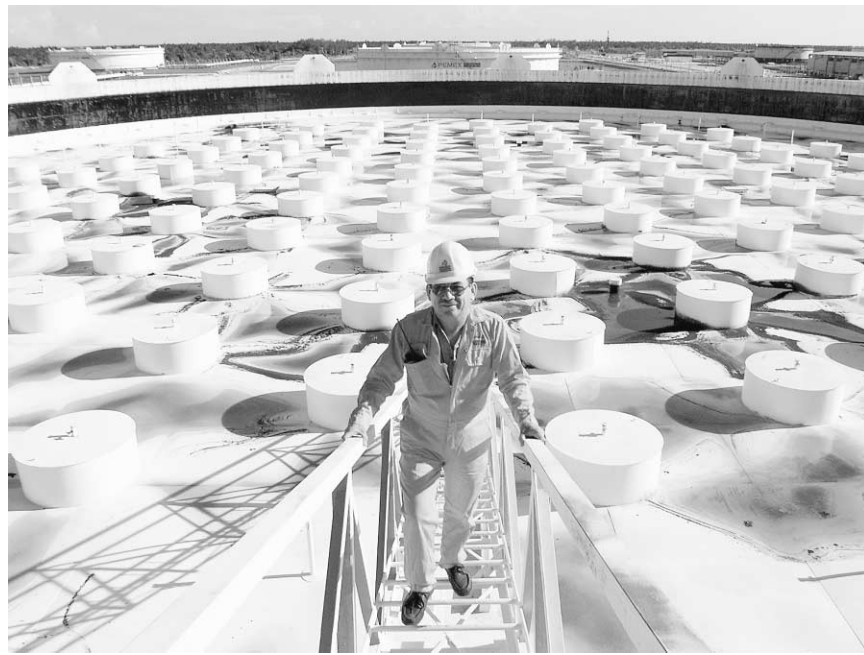
Le président d'Astral Média, Ian Greenberg, estime que le groupe est « bien placé » pour faire des acquisitions.

Ces éventuels achats auront lieu « dans nos trois champs d'activité », soit les chaînes spécialisées, la radio ou l'affichage extérieur, a souligné M. Greenberg, hier, devant des gens d'affaires à Montréal. Ainsi l'occasion pourrait bientôt se présenter d'accroître la participation d'Astral dans Télétoon, qui a déjà été portée de 20 à 40 %. « Nous pourrions aller encore plus près des 50 %. Nous serons très opportunistes », a-t-il dit.

Au sujet du réseau CTV, une division de BCE qui pourrait vendre des stations de télévision, Ian Greenberg a répondu qu'Astral n'était pas intéressé par de tels actifs.

« S'il s'agit de stations conventionnelles (hertziennes), ce n'est pas notre rayon. Nous sommes une entreprise disciplinée, avec des objectifs auxquels nous n'entendons pas déroger », a-t-il plaidé.

Astral, qui se décrit comme un groupe de « purs médias », a porté sa participation dans Family Channel à 100 %, en mars. Côté francophone, le groupe détient la totalité de Canal D, Canal Vie, Vrak.TV (l'ex-Canal Famille), les chaînes de longs métrages Super Ecran et Movie Network, entre autres actifs.



Photothèque Reuters ©

Un employé de la société pétrolière mexicaine Pemex arpenté une passerelle dans une installation d'entreposage à Dos Bocas, dans l'État de Tabasco.

Le Canada pousse son secteur énergétique au Mexique

BRIGITTE MORISSETTE
collaboration spéciale

MEXICO — C'est en misant d'abord sur les occasions d'affaires dans le secteur énergétique que le Canada mène cette semaine la première mission commerciale à débarquer au Mexique depuis les attentats aux États-Unis. C'est d'ailleurs le ministre fédéral des Ressources naturelles, Ralph Goodale, qui dirige mission commerciale regroupant 25 entrepreneurs.

Déjà, les pétroliers canadiens — et même l'Énergie atomique du Canada — remplissent actuellement au Mexique des contrats d'une valeur dépassant 1 milliard de dollars. Les compagnies canadiennes spécialisées dans le secteur énergétique emploient 200 000 personnes et génèrent des exportations pour un montant dépassant 50 milliards.

Le ministre mexicain de l'Énergie, Ernesto Martens, compte sur une nouvelle législation que le président Vicente Fox doit déposer prochainement au Congrès pour libéraliser la production énergétique, en permettant notamment les investissements directs dans les secteurs électrique et pétrolier sans privatiser les deux plus importantes sociétés d'État. M. Goodale y voit de nouvelles occasions d'affaires.

Dans le secteur électrique, les défis sont importants : moderniser l'administration, les tarifs, diminuer la lourde charge fiscale de la CFE (l'Hydro-Québec mexicaine), construire des centrales fonctionnant au gaz... et des lignes de transmission longue distance.

Cela dit, Hydro-Québec n'a pas dépeché de représentant avec la mission Goodale à Mexico. « Nous avons adressé des invitations à l'été du Canada, explique le ministre. Mais nous comprenons que de grandes entreprises préfèrent organiser leurs propres missions et entretenir des relations bilatérales. » Il est vrai que le Québec a sa délégation générale à Mexico depuis 20 ans.

Le Mexique souhaite aussi augmenter son parc de technologies nouvelles et produire de l'énergie moins ou non polluante. Le Canada nommera bientôt deux experts en nouvelles technologies (solaires, éoliennes, géothermiques, etc.) à son ambassade de Mexico.

Qui financera ces investissements ? M. Martens a son idée : appeler à la rescousse les « AFORRES », les cinq ou six grands fonds de retraite créés et administrés par des banques. L'ensemble représente presque autant que le fonds unique de la Caisse de dépôt du Québec.

Avec la perspective d'une croissance zéro, l'air n'est toutefois pas à l'optimisme. Les Mexicains se voient confrontés à une nouvelle révision budgétaire. Même dans le secteur énergétique, les prévisions sont à la baisse face à la fermeture ou au ralentissement de nombreuses usines.

Pourtant, M. Martens envisage avec la plus grande réticence une nouvelle réduction des exportations de pétrole comme l'OPEP pourrait en décréter. Car face à une dépendance pétrolière que le ministre évalue à 37 % des revenus de l'État, le Mexique a plus que jamais besoin de maintenir ouverts les robinets du gaz et du pétrole.

S'adressant à son collègue Goodale comme à un ami, M. Martens ajoute d'autres chiffres exprimant la dépendance pétrolière du Mexique, et partant les chances des Canadiens de mettre en valeur leurs marchés au sud du rio Grande. Il souligne que le Mexique exporte 1,7 millions de barils/jour de pétrole, mais il doit paradoxalement importer 240 000 barils/jour de produits raffinés. Dans le secteur du raffinage, le Mexique devra investir 13 milliards US (18 milliards CAN) au cours des six prochaines années.

« Les problèmes sont à venir, commente le ministre Martens, un ancien cadre de la multinationale Dupont. Mais c'est aujourd'hui qu'il faut prendre les mesures pour affronter les défis de demain. »

British Telecom et AT&T mettent fin à Concert : 2300 emplois perdus

Reuters

LONDRES — British Telecommunications plc (BT) et AT&T Corp. ont annoncé hier le démantèlement de leur coentreprise Concert, ce qui se traduira par la perte de 2300 emplois et par des charges de 7 milliards de dollars américains, qui se-

ront assumées surtout par le groupe américain.

La dissolution de Concert après deux ans d'existence n'a pas surpris les analystes, étant donné les difficultés rencontrées par cette société de services de télécommunications aux entreprises multinationales dans un contexte général de baisse des prix des télécoms.

Elle intervient après des mois de négociations entre ses deux propriétaires, qui n'arrivaient pas à s'entendre sur les modalités de fermeture de la coentreprise.

AT&T Corp. a annoncé qu'il

inscrirait dans ses comptes pour 5,3 milliards US de charges liées à la fois à l'abandon de Concert et à un accord prévoyant la reprise de la participation de BT dans AT&T Canada inc.

BT a dit pour sa part que la renonciation à Concert lui coûterait 1,2 milliard de livres sterling (2,71 milliards de dollars canadiens).

Pour l'opérateur britannique, cette décision constitue la dernière étape d'une ambitieuse restructuration. Il a maintenant la voie libre pour se diviser en deux entités distinctes.

Voir autres textes en pages 11 et 16 à 22.

La Presse

cpa

CARRIÈRES PROFESSIONS

cyberpresse.workopolis.com

150 ANS DE SAVOIR-FAIRE À LA SOURCE D'UN SUCCÈS GARANTI!

Fournisseur mondial de produits de cacao et de chocolat de première qualité, Barry Callebaut offre la gamme de produits la plus vaste et le contrôle de la qualité le plus complet de l'industrie. Avec son excellente réputation et ses usines situées en Europe, en Afrique, en Amérique du Sud et du Nord de même qu'en Asie, Barry Callebaut est un chef de file dans le monde du chocolat, fournissant 39 % du marché. Forte de ses installations de production normalisées et de son matériel de fabrication de pointe, la compagnie garantit une constance inégalée, tant dans la qualité que dans l'approvisionnement de ses produits à l'échelle mondiale. Barry Callebaut connaît actuellement une forte croissance en Amérique. Nous recherchons des candidats afin de combler des postes au siège social situé à SAINT-HYACINTHE, sur la Rive-Sud de Montréal.

ANALYSTE, ACHATS

Relevant du directeur, Achats, vous serez principalement responsable de la gestion des contrats d'achats, ce qui vous amènera à assurer une surveillance quotidienne des coûts des ingrédients et à gérer le portefeuille d'achats et de ventes. De plus, vous élaborerez des rapports journaliers, hebdomadaires et mensuels pour fins de suivi et de planification.

Outre une formation universitaire pertinente, vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans le domaine des achats en milieu manufacturier; de préférence agroalimentaire. Vous êtes bilingue, maîtrisez les outils informatiques courants et avez une bonne connaissance des outils modernes de gestion en approvisionnement. Enfin, vous démontrez une grande autonomie, un excellent sens des responsabilités et un bon esprit d'équipe.

GÉRANT,

ASSURANCE DE LA QUALITÉ, FOURNISSEURS

Relevant du vice-président, Assurance de la qualité, Amérique du Nord, vous devrez organiser, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des activités d'assurance de la qualité pour les fournisseurs de matières premières, incluant l'emballage, en Amérique du Nord, afin d'atteindre les objectifs définis localement à court et moyen termes. Pour ce faire, vous élaborerez et mettrez en place un schéma directeur et des procédures relatives à l'assurance de la qualité pour les fournisseurs de matières premières, incluant l'emballage, et ce, dans le respect des consignes générales du Groupe et de la législation locale en vigueur.

Vous détenez un baccalauréat en sciences et technologie des aliments rehaussé de 3 à 5 ans d'expérience en gestion de l'assurance de la qualité dans une entreprise manufacturière d'envergure en agroalimentaire. Cette expérience vous a permis d'acquies une excellente connaissance des normes ISO 9000 et HACCP ainsi que des BPF. De plus, vous faites preuve d'une grande capacité à travailler en équipe, d'un esprit d'initiative développé et d'excellentes aptitudes pour la communication à l'oral comme à l'écrit, tant en anglais qu'en français.

INGÉNIEUR DE PROJETS

Dans ce rôle, vous devrez planifier et diriger la mise en œuvre de projets d'ingénierie pour combler les besoins de l'usine de Saint-Hyacinthe. Pour ce faire, vous analyserez les demandes de projets, mettrez en ordre de priorité les actions à prendre pour accomplir ceux-ci et gèrerez les budgets qui leur sont reliés. Tout en assurant le démarrage des projets, vous déterminerez, en collaboration avec les différents intervenants, les spécifications du matériel et serez responsable de la validité et de la pertinence des données utilisées. Enfin, vous assurerez une direction et un leadership continus auprès des différents intervenants pour l'établissement des calendriers ainsi que pour la répartition et le contrôle des activités afférentes aux projets.

Vous détenez un baccalauréat en génie mécanique, spécialisé en automatisation, et possédez de 5 à 8 ans d'expérience en milieu manufacturier. Vous devez également être bilingue, démontrer un bon esprit d'initiative et être capable de travailler sous pression, sans vous départir de votre esprit d'analyse et de votre rigueur professionnelle.

ANALYSTE, PRIX DE REVIENT

Relevant du directeur, Prix de revient, vous établirez les prix de vente pour les vendeurs au Canada et aux États-Unis et effectuerez la création des contrats entre les vendeurs et les clients.

Détenteur d'un baccalauréat en comptabilité, finance ou économie, vous avez acquis environ 2 ans d'expérience en milieu manufacturier. Vous faites preuve d'initiative, de rigueur et de minutie, ainsi que d'un bon esprit d'analyse et d'une capacité éprouvée à travailler sous pression. Le bilinguisme fait également partie de vos habiletés.

ANALYSTE FINANCIER

Relevant du directeur, Contrôle de gestion et finance, vous verrez à la résolution de problèmes liés aux modules financiers SAP (FI/CO/CO-PA). Vous serez la personne-ressource représentant les modules et les processus financiers de l'entreprise lors de divers projets ponctuels. Votre rôle consistera enfin à proposer des solutions pour améliorer les outils d'analyse ainsi que les processus d'affaires pouvant influencer la qualité de l'information captée par le système d'information.

Vous possédez un baccalauréat en administration et le titre comptable CA ou CMA (ou êtes en voie de l'obtenir). L'étude de la gestion de l'information et des systèmes constitue un atout. En outre, 2 ans d'expérience en milieu manufacturier sont également exigés, tout comme un intérêt prononcé pour l'analyse de processus et le bilinguisme. Autonome et orienté vers les résultats, vous vous démarquez également par votre leadership, votre esprit d'initiative et votre capacité à travailler sous pression.

SUPERVISEUR,

LABORATOIRE DU CONTRÔLE DE LA QUALITÉ
CHIMIE ET MICROBIOLOGIE

Relevant du directeur, Assurance de la qualité, vous serez principalement responsable du contrôle de la qualité physico-chimique et microbiologique des matières premières, des produits en cours, des produits finis ainsi que du soutien technique à la production pour nos deux usines au Canada et aux États-Unis. Ce faisant, vous superviserez une équipe d'une vingtaine de techniciennes dans un environnement ISO et offrirez des services techniques à la production et à la clientèle industrielle.

Vous possédez un baccalauréat en chimie, en biochimie, en microbiologie des aliments ou en sciences et technologie des aliments, rehaussé d'au moins 5 ans d'expérience croissante en contrôle de la qualité et en gestion de personnel, idéalement dans le domaine agroalimentaire. On vous reconnaît pour votre leadership et votre attitude proactive dans la résolution de problèmes. Enfin, bilingue et familiarisé avec les tests chimiques, microbiologiques et les applications informatiques (Windows et le système intégré de gestion), vous faites preuve de l'initiative nécessaire pour faire évoluer le service et réaliser les objectifs corporatifs de l'entreprise.

CONTREMAÎTRES DE PRODUCTION (PLUSIEURS QUARTS DISPONIBLES)

Relevant du directeur, Production, vous coordonnerez et contrôlerez les activités de production tout en supervisant les employés qui y travaillent. Par conséquent, vous serez responsable de la gestion, de la qualité et de la productivité de l'équipe.

Une formation collégiale ou universitaire en gestion industrielle, en technologie des aliments ou dans une discipline connexe et au moins 3 ans d'expérience en supervision dans un contexte de procédés vous seront nécessaires. Reconnu pour votre leadership et votre esprit d'initiative, vous êtes autonome, orienté vers les résultats et capable de travailler sous pression. La connaissance de l'anglais et une expérience dans l'agroalimentaire seront considérées comme des atouts.

Si vous souhaitez évoluer au sein d'une entreprise d'envergure internationale et dont la croissance est assurée, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à l'attention du **Service des ressources humaines**, avant le **21 octobre 2001**, en mentionnant le poste qui vous intéresse, par télécopieur au **(450) 261-2101** ou par courriel à **cv-resume@barry-callebaut.com**

Barry Callebaut, souscrit au principe de l'équité en emploi.

BARRY CALLEBAUT

297502

2002 arrive ! DES ÉCONOMIES EXCEPTIONNELLES SUR VOLVO 2001

**Autos de courtoisie,
démonstrateurs et modèles neufs,
le plus grand choix à Montréal.**



\$40	VOITURE DE COURTOISIE	0\$ COMPTANT	445\$*
\$6024		4380\$ COMPTANT	499\$*
\$80T6		6900\$ COMPTANT	745\$*

La berline la plus performante chez VOLVO
avec ses 268 chevaux (3.9 % en location)

UPTOWN VOLVO

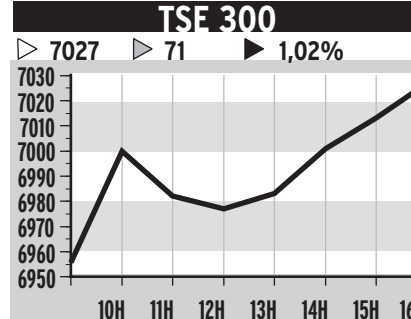
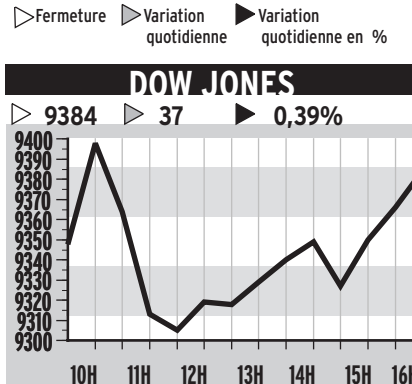
4900, rue Paré 737-6666
www.uptownvolvo.com

* Paiement mensuel basé sur bail de 36
mois pour \$80, 48 mois pour \$40 et \$60.
20 000 km par an inclus, 8¢ (\$40 et \$60)
16¢ (\$80) pour kilomètres additionnels,
taxes, immatriculation en sus.

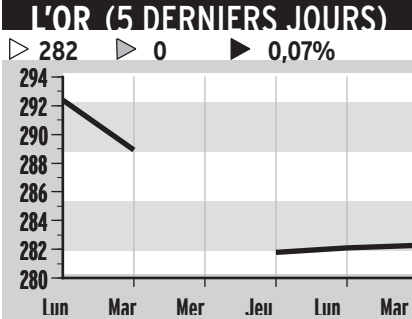
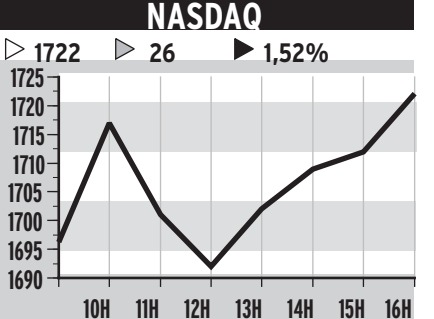
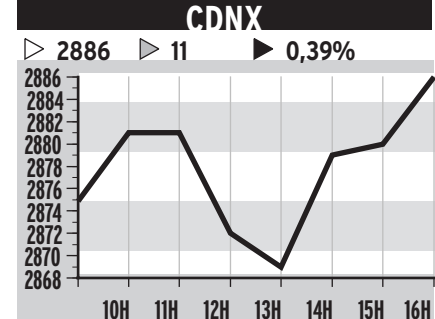
Transport et préparation inclus.

VOLVO
pour la vie

297510



LES MARCHÉS D'HEURE EN HEURE



LA BOURSE EN BREF

CDNX				
VOLUME				
Mardi	29 030 343			
Lundi	29 290194			
INDICES CDNX				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
Marché(CDNX)	2883,4	2863,2	2874,8	-4,75
FAITS SAILLANTS				
	Mardi	Lundi		
Actions nég.	4 604	4 411		
Gains	173	169		
Pertes	150	181		
Inchangées	584	536		
VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Limtech Lithium	1 888 600	0,16	-0,03	
Genoil Inc.	1 840 891	0,33	+0,01	
Jaguar Intl.	809 300	0,23	+0,01	
First Echelon Ven	793 000	0,26	-0,02	
Sultan Mnrls Inc.	576 500	0,41	+0,01	

NEW YORK				
VOLUME				
Mardi	1 205 114 740			
Lundi	1 027 400 000			
INDICES DOW JONES				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
30 Ind.	9486,9	9239,6	9384,2	+36,61
20 Transp.	2331,2	2240,8	2297,7	+34,46
15 Serv.pub.	320,76	312,47	318,53	+7,77
Composés	2776,9	2697,5	2747,1	+23,5
FAITS SAILLANTS				
	Mardi	Lundi		
Actions nég.	3 318	3 289		
Gains	1 969	1 519		
Pertes	1 140	1 533		
Inchangées	209	237		
Hauts 00	60	46		
Bas 00	34	32		
VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Global Crossing	37 486 000	1,36	+0,22	
AT&T Wireless Svcs	21 861 200	13,63	-0,56	
Lucent Tech.	19 424 800	6,95	-0,12	
Broadwing Inc.	18 643 800	11,50	+3,83	
EMC Corp.	17 832 400	13,45	+0,35	
Gen Electric	16 323 300	38,47	-0,39	
Sprint PCS	15 456 600	26,38	-1,25	
INDICES STANDARD & POOR'S				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
400 Industrielles	1274,7	1256,7	1269,5	+5,63
20 Transports	600,17	590,33	596,13	+4,53
Serv. pub.	268,66	263,26	268,63	+5,36
40 Finances	140,19	137,51	139,60	+2,09
500 Composés	1101,6	1087,1	1097,5	+7,56
100 Composés	566,83	558,74	564,14	+3,71

NASDAQ				
VOLUME				
Mardi	1 776 246 100			
Lundi	1 544 197 700			
INDICES NASDAQ				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
Composite	1722,5	1690,5	1722,0	+25,76
Industrielles	1227,7	1208,0	1227,0	+16,11
Banques	1983,7	1965,8	1979,0	+18,41
Assurances	2314,1	2282,7	2309,4	+14,22
Finances	2129,6	2087,9	2128,4	-44,88
Transports	1082,2	1070,9	1080,6	+12,84
Telecom.	220,12	214,81	219,09	+0,84
FAITS SAILLANTS				
	Mardi	Lundi		
Actions nég.	4 435	4 439		
Gains	2 170	1 850		
Pertes	1 433	1 742		
Inchangées	832	847		
Hauts 01	47	34		
Bas 01	40	46		
VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Cisco Syst	66 560 900	16,97	+0,76	
Intel Corp.	49 385 700	24,96	+0,58	
Sun Microsystems	45 505 000	9,61	-0,07	
JDS Uniphase Corp	40 883 300	8,80	-0,08	
Microsoft Corp	32 374 200	58,45	+0,39	
Oracle Corp.	32 026 000	14,94	+0,50	

LES RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

Compagnies	PROFITS (PERTES)		Revenus bruts (\$000)		
	(\$000)		Var. Courant	L'an dernier	Var
	Courant	L'an dernier			
Résultats en dollars canadiens					
Cott Corp. (brevages) Tor.,Ont. 9mois 29 sept. (US)	30 700	18 800	+63%		
Falconbridge Ltd (mines) Tor.,Ont. 9mois 30 sept.	0,45	0,28		837 100	767 400 +9%
Microforum Inc. (informatique) Tor.,Ont. 1er sem. 31 août	36 497	327 420	-88%		
	0,16	1,80		1 624 561	2 025 111 -19%
Netgraphe Inc. (éditeur) Mont.,Qué. 1er trim. 1er sept.	(11 878)	(10 160)	—%		
	(0,27)	(0,26)		12 541	16 811 -25%
Netgraphe Inc. (éditeur) Mont.,Qué. année 31 mai	(11 665)	(10 971)	—%		
	(0,05)	(0,10)		6 763	3 723 +81%
Netgraphe Inc. (éditeur) Mont.,Qué. année 31 mai	(59 478)	(30 496)	—%		
	(0,54)	(0,32)		23 723	8 561 +177%
Norampac (conteneurs)Mont.,Qué. 9mois 30 sept.	67 208	75 364	-10%		
	n,disp.	n,disp.		892 504	871 459 +2%
NovaAtel Inc. (technologie)San Diego,Cal. 9mois 29 sept.	(656)	(1 434)	—%		
	(0,09)	(0,19)		20 459	19 077 +7%
Shaw Communications (communications) Cal.,Alb. année 31 août	(147 421)	133 604	—%		
	(0,85)	0,53		1 571 953	971 000 +61%

Résultats en dollars américains					
Caterpillar Inc. (machinerie) Peoria,Ill. 9mois 30 sept.	638 000	789 000	-19%		
	1,84	2,25		15 354 000	15 061 000
					+1%
Duke Enerfy (électricité) Charlotte,NC 9mois 30 sept.	1 673 000	1 492 000	+12%		
	2,16	2,00		48 789 000	33 907 000
					+43%
Enron Corp. (pétroles & gaz) Houston,TX. 9mois 30 sept.	211 000	919 000	-77%		
	0,19	1,07		139 692	60 038 000
					-99%
IBM Corp. (ordi&électro)Armonk.,NY. 9mois 30 sept.	5 380 000	5 408 000	-0%		
	3,03	2,97		63 040 000	62 780 000
					+0%
Intel Corp. (ordinateurs)Santa-Clara,Cal. 9mois 30 juin	787 000	8 942 000	-90%		
	0,11	1,19		19 556 000	25 024 000
					-21%
Johnson & Johnson (prod.pharmac.)N.Brunswick,NJ. 9mois 30 sept.	4 563 000	4 017 000	+13%		
	1,48	1,31		24 601 000	22 548 000
					+9%
Knight Ridder Inc. (communications)San-Jose,Cal. 9mois 30 sept.	109 848	333 234	-67%		
	1,28	3,71		2 166 957	2 333 969
					-7%
Kraft Foods (alimentation)Northbrook,Ill. 9mois 30 sept.	1 334 000	1 586 000	-100%		
	0,85	1,09		25 115 000	19 649 000
					+27%
Maytag Co. (app.ménager)Newton,Iowa 9mois 30 sept.	68 414	211 121	-67%		
	1,68	2,55		3 372 609	3 256 197
					+3%
Timken Co. (conglomérat)Canton,Ohio 9mois 30 sept.	(42 884)	44 865	—%		
	(0,71)	0,74		1 873 603	2 011 297
					-6%
Wells Fargo & Co (banques)San-Francisco,Cal. 9mois 30 sept.	2 242 000	2 688 000	-22%		
	1,29	1,68		non disp.	non disp.
					—%

NASDAQ



	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	Haut	Bas	Valeurs	Sym.	Div.	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	Haut	Bas	
A - B																				
ADC Tel	ADCT		101540	4,98	4,32	4,95	+50	2850	2,63		Borland	BORL	6922	11,55	10,51	11,49	+79	16,39	4,16	
ADMCL Hld	ASML		41637	14,79	13,90	14,64	+61	30,50	9,51		BroadVision	BVSN	102499	1,73	1,53	1,70	+23	19,36	0,18	
Abgeninc	ABGX		26546	29,88	28,57	29,71	+11,7	94,85	15,31		Brocom	BRCM	107586	35,29	29,70	31,97	+23	126,58	19,40	
ActPerf	ACTN		4703	25,12	23,25	24,99	+134	29,58	2,25		Brodeur	BROD	106729	24,59	23,49	24,59	+10	100,00	1,00	
Activision	ATVI		9106	34,99	34,02	34,88	+1,87	41,03	1,03		Bruck/Bad	BRBD	4428	20	18,00	19,95	+15	42,25	8,31	
Axiomcom	ACOM		6949	13,89	12,95	13,18	+59	45,75	7,06		Buyside	BSQR	4820	3,32	3,05	3,15	+12	18,03	2,03	
BuysnBjcs	BSQJ		10302	26,75	24,26	26,30	+13,5	63,92	17,00		BuysnBjcs	BSQJ	10302	26,75	24,26	26,30	+13,5	63,92	17,00	
C																				
Adaptive s	ADPT		9268	10,29	9,85	10,25	+21	14,43	5,76		CBRL Grp	CBRL	02	5181	20,13	22,42	21,51	+15	24,50	13,63
AdelphiC	ADAC		13463	24,58	24,00	24,20	+22	35,25	18,76		CDW Cpt	CDCW	16845	40,7	43,00	43,00	+25,02	60,22	20,25	
Adiosys s	ADRE		30983	32,00	30,85	31,05	+36	37,29	22,20		CDW Cpt	CDCW	16845	40,7	43,00	43,00	+25,02	60,22	20,25	
AdolopC	ADLR		12595	16,50	15,98	16,05	+15	29,32	9,85		Ch21	CH21	11	6988	11,01	11,01	+11	11,01	0,01	
AdvPC s	ADVP		39886	80,30	73,00	73,33	+649	80,00	29,00		CNET	CNET	16127	60	50,00	59,99	+103	34,00	2,94	
AdvDgInt	ADIC		1670	12,70	11,88	12,45	+39	28,25	9,30		CVI Tech	CVTX	6104	40,08	44,55	47,42	+26,02	93,12	0,08	
AdvEnG s	ADVC		9139	19,25	18,39	19,24	+14	45,06	15,04		CaloBioCm	CMCQ	8927	52,00	55,35	57,37	+96,00	133,05	0,08	
AdvFcm	AFVC		11545	22,35	21,00	22,06	+37	41,25	11,88		CaloAlmp	CMAP	7419	50,0	41,3	39,4	+73	29,98	3,35	
AdventSt	ADVS		24708	44,53	41,36	42,87	+160	72,19	28,60		CardinalG	CGCP	9274	60,00	57,00	57,00	+10	100,00	0,00	
Aeroflex s	ARFX		4427	12,51	11,70	12,28	+23	38,19	6,90		CpsnTrb	CPST	7453	39,1	33,7	36,6	+22	63,00	3,20	
AethSys	ATHS		13663	7,75	7,33	7,79	+36	25,92	5,25		CardioGen	CGCP	1052	82	71	81	+05	39,59	0,50	
Alfmet	AFMX		17454	20,65	19,80	20,20	+110	32,00	13,98		Carekare	CARE	4244	61,1	59,1	60,6	+01	40,66	5,75	
AllegTel	ALGT		12097	10,97	10,02	10,51	+91	68,42	7,50		Carrier I	CCOI	7777	100	100	100	+0	100,00	0,00	
AirGate	PGSA		5681	59,19	56,25	57,99	+82	60,44	21,69		Cellgene	CELG	36063	33,0	31,06	32,13	+53	74,88	4,40	
AllegatT	NAMM		9514	4,07	3,81	3,99	+01	60,00	2,52		CellSci	CEGE	4356	13,55	12,90	13,91	+11	29,61	11,75	
Almosa	AFPS		6911	26,19	25,00	26,00	+70	41,33	17,38		CellTech	CTEC	6252	10,5	28,80	29,84	+71	77,25	19,50	
AlkamTel	ALGX		31413	6,98	5,70	6,73	+94	41,25	2,74		Cellstar	CTST	442	27	25	30	+04	2,94	0,75	
Allisnre	ARCC		23288	25	14	24	+10	3,31	0,06		Cephlin	CEPH	7854	60,30	60,07	61,86	+25	73,92	39,38	
Alphand	ALHA		17979	23,69	22,85	23,30	+36	55,38	13,06		Cephrid	CEPH	113993	7,95	6,70	6,80	+126	11,48	1,48	
ArtiCor	ARTC		7213	24,63	24,20	24,23	+45	33,03	1,88		Cerner	CERN	5629	53,00	53,03	53,32	+15	64,88	20,00	
Ascendia	ASCL		11229	3,72	3,49	3,67	+16	2,25	2,63		CharnCt	CHCT	54314	13,98	13,15	13,70	+50	24,45	0,40	
AskJvs	ASKJ		4385	1,10	1,01	1,05	-03	18,13	0,75		ChnPartC	CHPC	1000	100	100	100	+0	100,00	0,00	
AstoriaR	ASFC	1/24	41257	57,70	56,50	57,39	+112	63,09	91,25		Chesapeake	CKE	2177	27,96	25,07	27,35	+49	39,96	9,92	
AsiCaInt	ASCI		7034	18,75	17,53	18,24	+116	22,08	6,04		Chiron	CHIR	21795	47,0	46,05	47,00	+25	56,45	38,30	
Atmet	ATMT		72724	8,10	7,69	8,05	+39	15,44	5,46		Cintron	CEN	20387	18,68	18,05	18,55	+19	91,51	10,00	
AutoCodes	AUDC		4825	2,75	2,48	2,73	+34	50,13	1,60		Citizens	CTZN	22	6888	10,42	41,86	+48	54,00	3,75	
Avanex	AVNX		5475	5,20	5,00	5,20	+201	30,00	2,70		Cirrus	CIRU	11309	10,13	9,26	10,00	+75	47,67	8,00	
Avantrim	AVTM		22634	4,48	4,03	4,40	+21	11,38	2,15		Cisco	CSGO	666569	17,4	16,25	16,97	+76	59,44	11,40	
AvicSys	AVCS		9500	12,92	12,07	12,00	+80	21,63	3,00		CitrixSys	CTXS	21487	24,58	24,14	25,35	+88	39,91	19,58	
Aviron	AVIR		7111	29,89	28,90	29,35	+45	60,41	18,95		Cognex	COGN	30895	29,97	29,20	30,20	+166	34,40	3,40	
AvotCp	AVCT		9187	49,75	48,05	48,68	+21	60,41	37,19		Comcast	CMCA	4978	21,98	21,21	22,05	+85	77,15	11,91	
Avxcelis	AVXL		5245	11,10	10,38	10,60	+39	22,88	12,00		Comc	CMSC	50960	17,2	35,40	36,97	+55	47,46	9,99	
BEA Amd	BEAV		6325	10,74	9,80	10,00	+39	22,88	12,00		Conncorp	CONN	28708	34,9	30,00	30,58	+42	76,00	29,09	
BEA Sys	BEAS		122779	15,5	13,85	14,96	+21	60,30	7,19		Conntek	CTCI	4342	84	83	85	+02	34,00	0,50	
BEA Sys	BEAS		122779	15,5	13,85	14,96	+21	60,30	7,19		CompacC	CCPC	252	252	252	252	+0	252,00	0,00	
BallardPw	BLDP		7435	24,96	23,60	24,48	+81	120,00	14,01		Conntek	CTCI	4342	84	83	85	+02	34,00	0,50	
BeaCom	BECN		52	44,96	21,90	20,05	+40	24,39	55,16		CompacC	CCPC	252	252	252	252	+0	252,00	0,00	
D																				
n	BCON		4844	1,26	1,17	1,24	+05	10,70	1,03		Convs	CONV	87063	1,1	0,9	0,9	+01	7,25	0,06	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		ConvsCn	CCNM	69950	30,3	21,7	22,8	+13	73,00	11,90	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CorePlus	CPST	5328	22,24	20,99	22,23	+83	32,25	4,14	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BBBY		28424	23,90	22,67	23,19	+55	33,95	18,70		CredSys	CRSD	1048	20,00	19,00	19,00	+0	19,00	0,00	
BeaBn	BB																			

WANDA		Chz		WANDA		Chz		WANDA		Chz		WANDA		Chz	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16

*Suite à la
page D 14*

Valeurs	Div.	(Ventes 100)	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Valeurs	Div.	(Ventes 100)	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Valeurs	Div.	(Ventes 100)	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	
A - B																														
Ad Syst		66	2.85	2.75	2.82	0.02	12.10	1.26		Buhler	0.10	16	3.54	3.50	3.50		3.75	3.00		Destard T p	1.07									
Ad Opt		39	2.35	2.31	2.35	0.04	1.50	1.80		Burntsund		1219	15.15	15.00	15.00	0.20	6.75	1.25		Deshing R										
ADF Cr f		23	11.60	11.25	11.60	0.04	12.50	7.05		Bushm o		379	1.34	1.20	1.20		2.59	1.00		Devian o										
Adi	0.24	566	20.39	20.05	20.32	0.08	28.00	19.20		Bushm r		50	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		Diagnos o										
Aidive p	1.50	3	25.65	26.55	26.65	0.02	26.60	22.81		C																				
Alf Aut		80	1.30	1.27	1.30	0.05	1.50	0.31		CAE	0.12	4270	8.25	7.95	8.03	0.03	15.45	7.36		Diamor f										
Alm Tech		347	8.89	8.50	8.75	0.35	8.89	2.26		CCL B f	0.32	985	11.74	11.50	11.51	-0.19	13.11	6.75		Diazos cl a										
AMR Tech		43	1.15	1.14	1.14	0.04	2.20	1.20		CCL B f		120	0.21	0.21	0.21	0.01	0.69	0.12		Deshing R										
AmTech		347	8.89	8.50	8.75	0.35	8.89	2.26		CCE Franck		1	3.15	3.15	3.15	0.15	9.00	2.62		Diamond F o	1.08									
AmTech		43	1.15	1.14	1.14	0.04	2.20	1.20		CFM Maj		536	8.50	8.20	8.30	-0.10	11.50	7.70		Diazos cl a										
AmTech		43	1.15	1.14	1.14	0.04	2.20	1.20		CGI A f		759	9.95	9.45	9.95	0.47	11.50	5.01		Diamond F o										
Art adv		65	3.95	3.75	3.95	0.05	8.00	3.50		CHC H A f	0.11	130	15.05	14.90	14.95	-0.10	23.25	8.55		Diamor f										
At plastics		41	1.95	1.35	1.95	0.41	1.95	1.75		CI Fund	0.04	2081	9.40	9.10	9.20	0.05	17.25	8.05		Diazos cl a										
At T can		9052	46.65	46.29	46.53	0.11	47.45	42.00		Cmac Ind		4696	39.25	38.00	39.10	1.59	15.13	22.75		Diamond F o										
At T can		9052	46.65	46.29	46.53	0.11	47.45	42.00		CMC Glob	0.02	20	0.90	0.90	0.90	-0.10	1.70	0.90		Diazos cl a										
ATS Auto		497	15.25	14.95	15.25	0.01	33.00	13.25		CP Holdrs		378	36.80	36.16	36.80	0.10	38.90	47.81		Diamond F o										
Astra Tr		11	10.75	10.75	10.75	0.02	14.25	11.00		CP Ships		15768	12.64	13.15	12.43	0.08	17.85	9.91		Diazos cl a										
Aber dm		1183	15.25	15.02	15.22	0.07	17.70	11.40		Crs Nt		97	24.20	24.01	24.03	-0.22	24.25	22.25		Diamond F o										
Aberdeen	0.84	370	7.62	7.47	7.55	0.75	8.75	6.45		Crs Robot		10	2.60	2.60	2.60	0.08	3.75	2.00		Diazos cl a										
Abidit C	0.40	1870	17.10	10.86	11.00	0.26	14.20	9.41		CSI wrycs		129	1.68	1.53	1.61	0.05	4.25	1.45		Diamond F o										
Abidit C	0.40	1870	17.10	10.86	11.00	0.26	14.20	9.41		Cable Sat f		3	2.95	3.40	3.20	0.11	3.75	3.25		Diamond F o										
Accord Fin	0.14	56	6.24	5.25	5.25	0.15	6.65	5.05		Caldero		800	0.07	0.06	0.07	0.01	0.15	0.06		Diamond F o										
Acotec		63	7.00	6.80	7.00	0.10	11.00	6.20		Caldero A f		10	0.96	0.96	0.96	0.01	0.05	0.06		Diamond F o										
Adckon	0.50	44	16.40	16.40	16.40	0.10	18.70	12.10		Callan tech		107	0.06	0.06	0.06	0.03	0.03	0.03		Diamond F o										
Adherex		2369	1.68	0.41	0.41	0.03	1.45	0.30		Callan tech		107	0.06	0.06	0.06	0.03	0.03	0.03		Diamond F o										
Adrian o		55	0.06	0.06	0.06	0.01	0.06	0.06		Callnet		1168	0.55	0.55	0.55	0.25	0.49	0.49		Diamond F o										
Advantx o		176	0.23	0.21	0.22	0.02	1.55	0.20		Callnet B f		3022	0.39	0.25	0.30	-0.05	1.85	0.25		Diamond F o										
Aecon Gr	0.10	2	4.25	4.25	4.25	0.05	5.50	2.57		Calpine		3	4.25	4.10	4.17	0.19	8.70	30.00		Diamond F o										
Aefent f		275	7.95	7.75	7.84	0.44	14.10	6.25		Cambior		506	0.56	0.83	0.85	0.02	0.48	0.36		Diamond F o										
Aegium f	0.03	1205	16.15	16.60	15.50	0.79	18.10	7.30		Camp Inc	0.14	20	2.25	2.22	2.30	0.05	7.25	3.25		Diamond F o										
Agrum		517	513.10	14.76	15.00	0.30	21.20	13.20		Cameco		503	16.37	39.20	36.47	1.43	12.30	21.00		Diamond F o										
AmiGlobl		1706	0.86	0.80	0.80	0.05	14.45	0.71		Camp Res		7	0.46	0.46	0.46	0.15	1.05	0.35		Diamond F o										
Ainworth		4	4.75	4.75	4.75	0.15	6.35	3.10		Can Ban A	0.50	3	4.325	4.325	4.325	-0.25	5.11	35.50		Diamond F o										
Air Can f		1897	1.68	1.47	1.50	0.15	15.45	1.33		Can 3000		594	3.30	2.30	2.94	-1.06	10.75	2.30		Diamond F o										
Airbus o		45	1.10	1.10	1.10	0.15	1.96	0.96		Can Breed	0.24	15	15.25	15.00	15.00	0.55	16.24	8.55		Diamond F o										
Akita A f	0.36	49	11.80	11.75	11.75	0.05	16.00	9.50		Can Life F	0.52	792	45.00	45.00	45.17	0.19	47.91	33.75		Diamond F o										
Alamit F		25	1.06	0.96	0.96	0.04	1.41	0.72		CS Pte		169	7.80	7.80	7.80	0.30	15.00	4.90		Diamond F o										
Alamit F		25	1.06	0.96	0.96	0.04	1.41	0.72		Canada		10	2.00	2.00	2.00	0.30	2.25	1.00		Diamond F o										
Al Energy	0.00	3368	83.15	61.80	62.85	0.04	19.65	49.25		CBK net		182	1.89	1.65	1.65	-0.23	1.89	0.93		Diamond F o										
Al Ener p	2.12	123	26.00	27.50	27.50	0.75	28.50	25.00		Cdn Crude		478	5.65	5.50	5.55	0.15	7.52	4.25		Diamond F o										
Alcan		928	72.98	48.39	47.60	0.79	55.88	42.75		C8 Eng		1242	2.25	2.13	2.13	-0.07	4.48	1.95		Diamond F o										
Alcan C p	1.61	21	25.45	25.35	25.45	0.05	26.00	24.85		Cdn Exp f		160	0.99	0.90	0.90	0.04	0.99	0.04		Diamond F o										
Alcan C p	1.61	21	25.45	25.35	25.45	0.05	26.00	24.85		Cdn Exp f		160	0.99	0.90	0.90	0.04	0.99	0.04		Diamond F o										
Alcatel c	0.43	349	21.30	21.30	21.30	0.05	24.00	16.28		Cdn fin A	0.18	20	16.05	16.05	16.05	0.55	16.10	14.85		Diamond F o										
Alcadesin o		145	0.19	0.17	0.19	0.07	0.15	0.15		CG Invest	0.84	7	8.25	8.10	8.25	0.10	11.90	7.75		Diamond F o										
Algo Gr		10	0.16	0.16	0.16	0.01	0.75	0.15		CHunter		36780	52.00	52.22	52.39	0.21	52.20	29.25		Diamond F o										
Algo Cent	1.00	267	23.50	23.50	23.50	0.30	23.25	20.51		CHydro		64	2.00	2.00	2.00	0.30	3.45	1.75		Diamond F o										
Algo		909	0.28	0.25	0.25	0.01	0.93	0.19		CI KCM		148	142.00	51.00	54.50	90.85	-0.03	57.15	42.25		Diamond F o									
Allant		662	30.60	30.00	30.65	0.35	38.25	26.50		CIBC 15	1.41	137	26.80	26.41	26.80	0.40	26.80	24.50		Diamond F o										
Allant 2 p	1.36	72	25.40	25.30	25.40	0.03	25.45	24.30		CIBC 17	1.36	18	26.50	26.50	26.50	0.35	26.50	25.05		Diamond F o										
Alimenta A		19	26.00	26.00	26.00	0.30	26.00	11.65		CIBC 18	1.37	21	26.20	26.20	26.20	0.35	26.25	22.75		Diamond F o										
Alimenta B f		19	26.00	26.00	26.00	0.30	26.00	11.65		CIBC 19	1.23	89	25.40	25.25	25.40	0.15	25.75	23.35		Diamond F o										
Albanc Sp		176	43.41	42.38	43.00	0.11	53.11	37.00		CIBC 21	1.50	1005	27.50	27.50	27.50	0.10	27.78	26.96		Diamond F o										
Albanc Sp p	1.94	40	26.25	25.90	26.00	0.14	26.97	25.00		CIBC 23	1.32	146	26.10	25.97	26.05	0.05	26.75	24.50		Diamond F o										
Alf At A f		11	14.00	14.00	14.00	0.50	15.00	13.00		C Medical		103	17.75	17.75	17.75	0.19	19.30	13.00		Diamond F o										
Alf At A f		11	14.00	14.00	14.00	0.50	15.00	13.00		CN Rail																				

FONDS

[illegible]

THEORY

15

Parlez-en en bien, parlez-en en mal...

Les campagnes publicitaires énervantes ne sont pas toujours des accidents

FRANÇOIS PERREAULT
STRATÉGIE MARKETING

collaboration spéciale

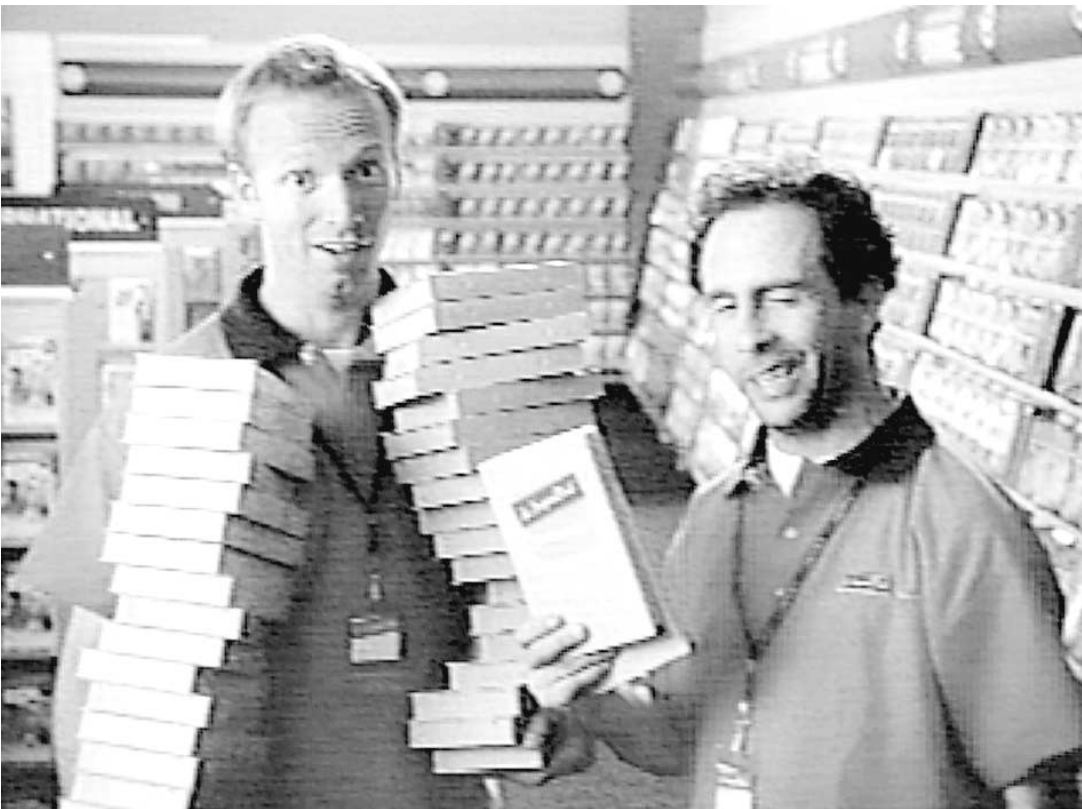
Le jeune couple des messages de Brault & Martineau vous horripile ? Vous avez ragé en entendant ces deux employés du SuperClub Vidéotron répéter sans cesse « ...des tonnes de copies. Pis ça, ça énerve » ? Vous n'êtes pas seul, car ces publicités figurent, depuis le début de l'année, parmi celles que les Montréalais détestent le plus.

C'est ce que révèle le sondage *Dominance*, une étude que mène chaque mois depuis juillet 1989 la firme Impact Recherche, filiale du Groupe Cossette Communication. Cette enquête mesure la notoriété et la popularité des pubs dans tous les médias.

Malgré l'exaspération qu'elles provoquent chez certains téléspectateurs, il ne faut pas croire que les campagnes dérangeantes de ce genre constituent toujours des accidents de parcours. En effet, plusieurs visent délibérément à susciter une certaine forme d'agacement afin de se démarquer dans l'encombrement publicitaire. Vidéotron, par exemple, atteignait en janvier dernier un sommet d'impopularité, étant le choix d'une personne sur cinq comme publicité la moins aimée. En revanche, l'entreprise se classait troisième en matière de notoriété, n'étant devancée que par Bell et la Fédération des producteurs de lait du Québec.

Un message non apprécié peut donc être fort efficace pour imposer le nom de la marque et lui procurer de la notoriété, justement parce que son contenu agace les gens et demeure ainsi dans leur mémoire. Cette technique, qu'on appelle « tonnage », peut être profitable pour un annonceur mal établi. « Pensons au cas récent de Flex-O-Flex, rappelle Christine Melançon, directrice générale d'Impact Recherche. Voilà une entreprise dont le budget publicitaire était restreint et dont la notoriété était presque nulle, mais qui devait se battre contre de très gros acteurs. Elle a martelé une signature simpliste (« Là où ça fait mal ! ») au point où cette phrase s'est installée dans le langage populaire. »

Dans le genre, le cas le plus célèbre est sans doute celui d'Au Bon Marché, dont les



Vidéotron atteignait en janvier dernier un sommet d'impopularité, étant le choix d'une personne sur cinq comme publicité la moins aimée. En revanche, l'entreprise se classait troisième en matière de notoriété, n'étant devancée que par Bell et la Fédération des producteurs de lait du Québec. Sur la photo, le dernier message de Vidéotron.

dirigeants nous invitaient à grands coups de moulinets, de crochets de droite et de « Oui, papa ! » à venir découvrir sa marchandise dans les années quatre-vingt. « C'était répétitif et ridicule, concède Christine Melançon, mais après seulement quelques diffusions, tout le monde connaissait le nom du commerce ainsi que ses produits. Malgré une absence totale de créativité publicitaire, l'entreprise tirait son épingle du jeu. »

Détesté, mais efficace

Quand les Québécois aiment une fois, ils aiment pour toujours, dit-on. Mais l'inverse est aussi vrai. Vous vous souvenez des messages « On parle poulet » de la chaîne de restaurants Poulet Frit Kentucky, où un homme cravaté ne s'exprimait qu'en caquetant comme une poule ? De juillet 1989 à octobre 1993, ces messages ont été présents au classement des publicités les moins aimées pen-

dant un impressionnant total de 44 mois consécutifs. L'annonceur a d'ailleurs dominé ce classement durant 41 mois, dont 38 de suite.

Un cauchemar ? Un désastre ? Bien au contraire, une grande réussite ! En entrevue au magazine *Info Presse Communications*, le directeur du marketing de l'époque affirmait que la campagne avait répondu à tous ses objectifs : augmenter la notoriété spontanée (celle-ci avait quintuplé), consolider la part de marché, conserver les clients habituels, projeter une image plus contemporaine, souligner l'expertise de l'entreprise et rajeunir la clientèle. Pour couronner le tout, un des messages a même gagné le Grand Prix création du Publicité-Club de Montréal en 1991.

Christine Melançon estime toutefois qu'une stratégie basée sur l'agacement ou la provocation des consommateurs sera inefficace si l'exécution ne communique pas un

message clair. « La campagne de Vidéotron d'il y a quelques mois représente un bon exemple à ce chapitre, dit-elle. Bien entendu, la répétition de la même phrase une demi-douzaine de fois pouvait agacer. Toutefois, ce qu'elle disait était d'une clarté absolue : le client va toujours y trouver une cassette du film qu'il désire louer. Et il s'agit là du premier critère des consommateurs dans le choix d'un club vidéo. »

Les chiffres confirment que même si sa pub agace, Vidéotron y transmet une information convaincante. Une étude menée en août pour le compte du Bureau de commercialisation de la radio du Québec démontre ainsi que 84 % des gens trouvent les messages radio de Vidéotron clairs, même si seulement 47 % les apprécient.

On oublie ceux qu'on aime

Christine Melançon en arrive même à la conclusion qu'un annonceur peut vivre plus longtemps sur une campagne impopulaire qu'appréciée. « Dans un sondage réalisé en septembre dernier, 3 % des 300 personnes questionnées ont mentionné Vidéotron comme publicité la moins aimée. Pourtant, l'entreprise n'avait diffusé aucun message dans les semaines précédentes. À l'inverse, on remarque que quand un annonceur aimé commence à réduire sa présence en ondes, on l'oublie plus rapidement. C'est notamment le cas de la Fédération des producteurs de lait du Québec, dont les gens ne nommaient plus les messages au début de l'automne. »

Dernier aspect semblant jouer en faveur des annonceurs mal aimés : la notoriété supplémentaire que leur valent les retombées médiatiques qui les accompagnent. Parlez-en à la chanteuse Marie-Chantal Toupin. Au printemps 1999, pour annoncer son nouveau disque, elle a recouru à un unique panneau fort controversé, à la sortie du pont Jacques-Cartier. Elle y figurait, air langoureux et décollé plongeant. Le lendemain, les médias consacraient des reportages à l'opération... et aux bouchons de circulation qu'elle causait « Deux jours après l'installation de l'affiche, les gens mentionnaient déjà cette pub dans notre sondage. Pourtant, bon nombre n'en avaient entendu parler qu'à travers les reportages télé et les articles dans les journaux. » L'initiative a même valu à la chanteuse le deuxième rang en notoriété en avril 1999 devant des grosses pointures comme McDonald's, Volkswagen et Jean Coutu !

1 chance sur 181 de gagner

Tirage de 11 caves de vins rares et prestigieux

Valeur de 104 000 dollars

Que diriez-vous de gagner une cave de vins de plus de 400 bouteilles choisies à la SAQ Signature par un sommelier réputé et conservé en cellier ? Quel beau cadeau à s'offrir !

1 prix : 30 000 \$ (400 bouteilles) avec cellier
Choisi par : Jacques Orhon, professeur de sommellerie à l'École hôtelière des Laurentides

1 prix : 20 000 \$ (260 bouteilles) avec cellier
Choisi par : Don Jean Léandri, professeur de sommellerie à l'École hôtelière de Laval

5 prix : 10 000 \$ (170 bouteilles) avec cellier
Choisis par : Nicole Barrette-Ryan, Revue Vins & Vignobles / Alain Bélanger, sommelier, 3^{ème} au Mondial des sommeliers 2000 / François Chartier, auteur, Meilleur sommelier au monde en vins spiritueux de France, Paris 1994 (Grand Prix Sopexa) / Jean-Luc Jault, professeur de sommellerie à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec / Stéphane Lortie, sommelier 4^{ème} au Mondial des sommeliers 1992

4 prix : 1 000 \$ (25 bouteilles)
Choisis par : 4 étudiants en sommellerie de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec et de l'École hôtelière des Laurentides

Ce tirage est organisé par la Fondation Gérard-Delage qui remet des bourses d'études supérieures et de perfectionnement aux diplômés et jeunes professionnels pour soutenir l'excellence de la relève de l'industrie hôtelière et touristique. **Information : Lison Hovington (514) 388-2002**

Tirage Jeudi 29 novembre 2001 à 18h00 à l'ITHQ
En collaboration avec la Société des alcools du Québec et Aux plaisirs de Bacchus
N° RACJ: 402513

seulement 2000 billets en circulation

FONDATION Gérard-Delage
388-2002

Coût : 111 \$

Entente pour Newtrade

Pour la première fois depuis des années, vous souhaitez qu'il neige davantage.

► **LA 4MATIC^{MD} DE CLASSE E.**
À elle seule, une Mercedes-Benz 4MATIC de Classe E peut vous aider à vous débarrasser de votre aversion pour tout ce qui rend la conduite si difficile en hiver. Grâce, en partie, à l'étonnante confiance que vous procure l'entraîne-

ment aux quatre roues en permanence.
► Mais à dire vrai, ce n'est pas tout. Car il ne faudrait pas oublier notre Système de traction électronique aux quatre roues (4-ETS) qui vous permet de faire face aux pires éléments en envoyant la puissance aux roues qui

adhèrent le mieux (même s'il n'y en a qu'une seule). Ni notre Programme de stabilité électronique (ESP), qui calcule la trajectoire impartie par le volant et corrige la moindre déviation en freinant les roues de façon sélective ou en réduisant la puissance du moteur.

► Alors, si vous roulez en 4MATIC (Berline ou Familiale E320 à V6, ou Berline E430 à V8), il se pourrait bien que vous ayez un grand sourire en vous réveillant par un de ces matins d'hiver tout blancs. Pour l'adresse du concessionnaire le plus proche, composez le 1 800 387-0100 ou

rendez-vous à www.mercedes-benz.ca.
UNE VALEUR ÉQUITABLE À PARTIR DE 72 200 \$*

Entrez dans l'univers Mercedes-Benz avec les articles griffés du catalogue *La Collection* en visitant www.mercedes-benz.ca

© Mercedes-Benz Canada Inc., Toronto, Ontario, 2001. Une Compagnie DaimlerChrysler. *PDFS de la Berline E320 4MATIC 2002. Le concessionnaire peut offrir un prix moindre.

Les revenus de Netgraphe grimpent, la perte d'exploitation diminue

Presse Canadienne

Les revenus trimestriels de Netgraphe viennent de grimper, alors que la perte nette a crû légèrement. Par contre, la perte d'exploitation diminue, soulignent hier cette division Internet du groupe Quebecor.

Pour le trimestre terminé le 1^{er} septembre, le chiffre d'affaires a atteint 6,76 millions de dollars, en hausse marquée par rapport aux

3,72 millions amassés à la même période l'an dernier.

La croissance des revenus, explique un communiqué de Netgraphe, survient « dans un contexte difficile » où les médias ont connu « un marché publicitaire stagnant ».

L'entreprise vend notamment à des annonceurs de médicaments, de services financiers et de voyages, ce dernier segment souffrant fortement de la conjoncture de l'après-11 septembre, a indiqué Luc Lavoie, porte-parole de Quebecor.

Avec environ 250 employés, Netgraphe se diversifie aussi dans les annonces pour automobiles, les services d'agence de rencontres

de même que l'emploi (à l'enseigne de Jobboom).

Quant à la perte nette de Netgraphe, elle a atteint 11,66 millions, comparativement à 10,97 millions un an plus tôt ; la perte d'exploitation a diminué à 4,3 millions, par rapport à 5,9 millions à la même date en 2000.

La perte nette comprend des charges financières, un « amortissement d'actifs immobilisés » ainsi qu'un « amortissement d'écart d'acquisition », stipule un communiqué.

La perte inclut aussi des « éléments inhabituels » de 2,17 millions liés aux mesures prises le 22 août : l'arrêt des activités en France, la fermeture de six des huit sites In-

ternet régionaux *FYI* au Canada et *Ici* au Québec, et le remaniement de la direction.

Le montant couvre aussi une radiation d'actifs, qui fait suite au transfert des activités de ViaSite au site Jobboom.

Netgraphe affirme également que « les contenus et la qualité de nos sites » ont permis « des augmentations substantielles » du nombre d'internautes qui fréquentent ses sites.

En janvier dernier, Quebecor Média avait décidé de fusionner Netgraphe avec le réseau des Canoë. Hier, à la Bourse de Toronto, l'action de Netgraphe a bondi de 15 cents, pour clore à 41 cents.

Philips aggrave ses pertes, mais demeure optimiste pour les puces

Reuters

AMSTERDAM — Philips Electronics NV a annoncé hier une perte plus lourde que prévu au troisième trimestre, mais ses prévisions de hausse de ses ventes de microprocesseurs au quatrième trimestre ont rassuré la Bourse.

Le premier groupe européen d'électronique grand public — touché de plein fouet par la chute des ventes et des prix des semi-conducteurs et des composants — prévoit annoncer cette année sa première perte annuelle depuis 1996, mais les investisseurs ont préféré s'attacher aux prévisions.

L'entreprise néerlandaise — troisième dans les semi-conducteurs en Europe après STMicro et Infineon — a accusé au troisième trimestre une perte nette de 799 millions d'euros (1,1 milliard de dollars canadiens), par rapport à 588,4 millions d'euros prévus par huit analystes interrogés par Reuters.

Le troisième trimestre de 2000 s'était soldé par un bénéfice net de 2,1 milliards d'euros.

Pour les trois derniers mois de l'exercice en cours, l'entreprise prévoit une perte hors charges d'environ 600 millions d'euros.

Le directeur financier, Jan Hommen, a dit qu'il commençait à percevoir une hausse des commandes de semi-conducteurs et que celles du quatrième trimestre seraient « légèrement supérieures » à celles du troisième.

Le secteur des semi-conducteurs est le plus surveillé des six filiales du groupe, parce qu'en période faste, il affiche les marges bénéficiaires et les taux de croissance les plus élevés.

M. Hommen a expliqué que la hausse était en partie saisonnière et que le quatrième trimestre restait encore inférieur de 40 % à la période correspondante de 2000. La forte réduction des stocks pourrait également contribuer à améliorer les ventes de Philips.

Mais le groupe n'a pas été en mesure de fournir de prévision claire pour le prochain exercice, en particulier après les attentats du 11 septembre.

Pour réduire ses pertes, Philips a annoncé

qu'elle accélérerait ses mesures de réduction de coûts et contracterait encore son fonds de roulement et ses stocks pour diminuer d'un quart ses frais généraux, sans fixer de calendrier pour atteindre cet objectif.

M. Hommen, qui n'a pas exclu de nouvelles suppressions d'emplois, a dit que Philips essaierait de réduire ses frais généraux de 300 millions d'euros sur un total 1,2 milliard d'euros. Des analystes estiment cet objectif louable, mais trop ambitieux.

Philips a déjà annoncé cette année quelque 11 000 suppressions d'emplois sur un total de 210 000.

Le groupe s'attend pour le quatrième trimestre à une perte de 200 à 250 millions d'euros avant charges.

Philips, qui a annoncé plus d'un milliard d'euros de charges de restructuration cette année, en prévoit 200-250 millions supplémentaires au quatrième trimestre.

L'entreprise prévoit également une charge de 350 millions d'euros liée à l'acquisition d'une filiale médicale au britannique Marconi et une autre de 75 millions d'euros pour le rachat de HSG d'Agilent.

Au troisième trimestre, Philips a enregistré une perte d'exploitation de 516 millions d'euros et 346 millions d'euros de charges — dont 125 millions d'euros provenant de sociétés non consolidées, sur un chiffre d'affaires de 7,187 milliards d'euros.

Le chiffre d'affaires des semi-conducteurs a baissé de 43 %, sur un an, en raison des baisses des ventes et des prix, produisant une perte d'exploitation de 291 millions d'euros comparativement à un bénéfice de 373 millions d'euros un an plus tôt.

La filiale électronique grand public a accusé une perte d'exploitation de 45 millions d'euros comparativement à un bénéfice de 98 millions d'euros un an plus tôt.

Les composants, dont le chiffre d'affaires a fondu de 63 %, accusent une perte de 119 millions d'euros au lieu d'un profit de 289 millions un an plus tôt. Le bénéfice net de la filiale d'éclairage, en général un modèle de stabilité, a diminué de 21 %.

Les difficultés de 360Networks font mal à Shaw Communications

Presse Canadienne et Reuters

CALGARY — La débâcle des titres de technologie a sévèrement tiré vers le bas les résultats de Shaw Communications, le deuxième câblodistributeur canadien, malgré la forte croissance de ses activités de télévision numérique et du nombre d'abonnés à ses services Internet.

La compagnie de câble et d'audiovisuel a fait part, hier, d'une perte nette de 295 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 août, ou 1,39 \$ par action, comparative-ment à un bénéfice net de 12 millions un an plus tôt. Les revenus se sont hissés à 436,9 millions comparativement à 302,2 millions à la période correspondante de 2000, conséquence de l'acquisition du câblodistributeur Moffat Communications, d'un échange d'actifs avec Rogers Communications et de la consolidation du diffuseur satellite Cancom.

Les analystes interrogés par la firme Thomson Financial/First Call prévoient

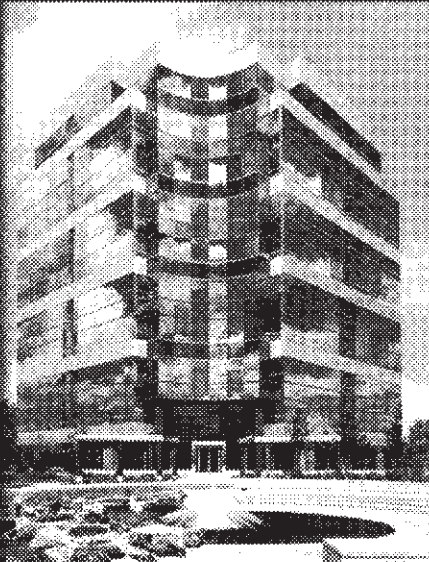
une perte de 21 cents par action.

Shaw a pu dégager un bénéfice d'exploitation de 125 millions, mais a dû comptabiliser divers éléments négatifs, en tout 333 millions et regroupant des radiations d'actif, des ventes à perte de participations et une décon-figuration d'évaluations boursières. La compagnie a attribué sa perte à une baisse de 93 millions de son bénéfice d'exploitation avant éléments non récurrents, une dévaluation de 163 millions de ses investissements et une perte de 147 millions découlant de la vente d'investissements.

La société a notamment perdu 139 millions quand elle a revendu ses parts dans 360Networks, de Vancouver, une compagnie de fibre optique qui s'est depuis placée sous la protection de la loi de la faillite. Shaw a également radié 103 millions à la suite des ennuis de Liberty Digital aux États-Unis, et 60 millions dans d'autres investissements.

Hier, à la Bourse de Toronto, l'action de Shaw a perdu 39 cents, à 30,59 \$.

À LOUER



Édifice idéal pour nouvelles technologies

**16, Place du Commerce
Île-des-Sœurs, Québec
160 000 pieds carrés
Disponible dès maintenant !**

- Édifice moderne de première qualité
- Entièrement adapté aux nouvelles technologies
- Aménagement d'avant-garde ; cadre de verdure
- Stationnements intérieur et extérieur
- Tous les services à deux pas
- À quelques minutes du centre-ville de Montréal

**CANDEREL**
On bâtit des tours de force

(514) 842-8636
www.canderel.com

2397829

La SEE aide les jeunes canadiens à réussir en commerce international.

Elle salue ses boursiers de 2001.

La croissance des exportations et des investissements est essentielle à la prospérité économique du Canada. La Stratégie éducation et emploi jeunesse (EYE) de la SEE contribue à renforcer la compétitivité du Canada à l'échelle internationale grâce à une main d'œuvre plus scolarisée et mieux orientée vers le commerce international. Au moyen de son programme de bourses d'études, de conférences, d'études de cas et de sa participation à des activités axées sur l'éducation et les jeunes, la SEE sensibilise ces derniers aux défis et aux possibilités propres au commerce international.

Organisations partenaires

La SEE s'associe à divers partenaires pour sensibiliser davantage les jeunes aux possibilités et aux avantages propres au commerce international. Ces partenariats permettent à la SEE d'élargir la portée de sa Stratégie éducation et emploi jeunesse (EYE).

- AIESEC — Canada
- Forum pour la formation en commerce international (FITT)
- Vision internationale, organisateur d'Équipe Canada Junior

« Nous croyons qu'il est important d'investir pour former les leaders de demain — La SEE contribue à passer de la théorie à la pratique et, par sa collaboration avec Vision internationale, elle aide le Canada à mettre en place une véritable culture de l'exportation. »

Amy Giroux, directrice, Vision internationale

Des bourses et de l'emploi pour les jeunes

Les bourses d'études internationales de la SEE sont décernées à des étudiants de premier et de deuxième cycle provenant de 18 universités partenaires au Canada. En plus de la bourse, chaque lauréat a l'occasion de prendre part au programme d'emploi des jeunes de la SEE et d'acquies ainsi une expérience de travail précieuse.

« La Stratégie EYE m'a permis de me familiariser avec le commerce international en travaillant au sein d'une organisation où j'ai été exposée à la fois aux activités internes et aux dimensions internationales. Cette expérience m'a été profitable dans le cadre de mes études axées sur les marchés internationaux et les différentes cultures, deux aspects qui font partie du quotidien de la SEE. »

Krista Peddle, Memorial University (Terre-Neuve), récipiendaire d'une bourse d'études internationales de la SEE en 2000.

Cette année, les bourses sont décernées à 21 étudiants exceptionnels, qui ont tous un avenir des plus prometteur pour représenter le Canada sur la scène du commerce international.

Boursiers du premier cycle : Alex Dubé — Université du Québec à Hull, Arthur Victor Olson — University of Calgary, Bernard-Daniel Solomon — Université McGill, Catherine Lanoix — Université d'Ottawa, Christa Wallace — University of Toronto, Frank Davis — Memorial University of Newfoundland, Heath Donald Johnson — Dalhousie University, Jessica Packota — University of British Columbia, Jordan Harpur — Queen's University, Lin Vong — University of Waterloo, Mateo Celi-Cadieux — L'École de gestion John-Molson — Université Concordia, Michael A. Webber — Schulich School of Business (Université York), Mustapha Achene Kichane — Université du Nouveau-Brunswick, Patricia Hoo — Eric Sprott School of Business (Carleton University), Tanya Michelle Lloyd — University of Victoria, Vincent Glode — Université Laval, Virginie Giroux — École des Hautes Études Commerciales, Jeffrey Keith Kilborn — Richard Ivey School of Business (University of Western Ontario), **Boursiers du deuxième cycle (MBA) :** David Diestel — Joseph L. Rotman School of Management (University of Toronto), Stephen Keith — Schulich School of Business (Université York), Gapun Yi Jun Tang — Richard Ivey School of Business (University of Western Ontario).

Pour obtenir davantage d'information sur la Stratégie EYE de la SEE, visitez le site www.edc-see.ca/jeunes.

Un monde d'opportunités à saisir

Société pour
l'expansion des
exportations

Export
Development
Corporation

www.edc-see.ca

Canada

2395228A

Une stratégie profitable chez IBM

Bloomberg et Reuters

ARMONK, New York – La stratégie de Louis Gerstner, président de International Business Machines Corp. (IBM), qui consiste à s'appuyer sur la vente de services informatiques, l'aidera à annoncer des bénéfices au troisième trimestre, tandis que ses concurrents font état de pertes en raison de la chute des dépenses dans le secteur de la technologie de l'information.

IBM a en effet vu son bénéfice net se contracter très légèrement au troisième trimestre pour atteindre 1,6 milliard de dollars américains, soit 90 cents par action, un cent de mieux toutefois que ce qu'attendaient en moyenne les analystes. La société avait dégagé un bénéfice de 2 milliards (1,08\$/action) au trimestre correspondant en 2000. Sur le trimestre, le chiffre d'affaires s'est élevé à 20,4 milliards (tous les montants sont en dollars américains), par rapport à 21,78 milliards un an plus tôt.

L'action de IBM a perdu 15 cents, à 101,85\$ US, à la Bourse de New York. Le titre d'IBM a grimpé de 20% cette année, ce qui le situe au troisième rang parmi les meilleures performances de 30 actions des entreprises industrielles qui composent l'indice Dow Jones.

M. Gerstner recueille ainsi les avantages de disposer de contrats pluriannuels pour la gestion des réseaux informatiques des autres entreprises, ce qui assure à IBM des revenus récurrents de 30 milliards par année, soit environ la moitié des bénéfices de la compagnie. Par ailleurs, l'intérêt renouvelé des entreprises envers la prévention des désastres, à la suite des attaques terroristes du 11 septembre, pourrait se traduire par de nouvelles ventes, indiquent des analystes.

Cependant, les investisseurs et les analystes soutiennent que le ralentissement économique, qui a réduit la croissance des dépenses en technologie de l'information des 12% prévus cette année à pas plus de 2 à 5%, provoquera vraisemblablement un tassement des bénéfices à cause d'une baisse des ventes d'ordinateurs et de logiciels. Il se peut que le secteur des marchés de services accuse une baisse également, disent les investisseurs. Les prévisions des analystes relatifs aux bénéfices du quatrième trimestre sont à la baisse en moyenne de 8,8% par rapport à il y a un mois.

«Ils jouissent de bonnes affaires dans le domaine des services», reconnaît Don Easley, analyste de T. Rowe Price Group Inc., qui possède des actions d'IBM. «Mais l'économie dans son ensemble est vraiment moche et ils n'échappent pas à ce climat.»

Les concurrents font des mises à pied

Des concurrents d'IBM, tels les fabricants d'ordinateurs et de serveurs Sun Microsystems Inc. et Hewlett-Packard Co. font des mises à pied en raison de la faiblesse des commandes. Ils cherchent cependant à obtenir des contrats de service, empruntant la voie tracée par M. Gerstner. Les analystes s'attendent à ce que Sun, Compaq Computer Corp. et EMC Corp., fabricant de systèmes de mise en mémoire de données, annoncent des pertes pour le trimestre terminé en septembre.

Environ le tiers des ventes d'IBM et près de la moitié de ses bénéfices sont récurrents à cause de marchés de services, de ventes de logiciels



Photothèque Bloomberg ©
Le président de IBM, Louis Gerstner.

pour ordinateurs centraux et de redevances de brevets, précise la compagnie. Les services ont représenté 41% des ventes d'IBM au deuxième trimestre, comparativement à 38% l'année dernière.

Les marchés de services d'IBM, dont certains atteignent plus de 1 milliard et qui s'étalent sur une période allant de cinq à 10 ans, fourniront des revenus de 95 milliards au cours des prochaines années. Cette «accumulation» s'élevait à 87 milliards après le premier trimestre, à 85 milliards après la quatrième période de l'an dernier et à

81 milliards il y a un an, indique la compagnie.

Les attaques terroristes du 11 septembre ont incité certaines entreprises à consacrer des ressources à des mesures de prévention des désastres, et cette tendance «pourrait bien servir l'une des forces de IBM», selon Goldman, Sachs & Co.

«Dans l'ensemble, nous voyons la stratégie de Lou Gerstner d'un très bon œil», soutient Kevin Fujimoto, analyste du secteur informatique de Banc of America Capital Management, qui possède des actions d'IBM. «Nous sommes persuadés qu'IBM constitue le modèle le plus solide de l'industrie en ce qui concerne l'apport de revenus sous forme de versements périodiques.»

Les ventes de matériel ont baissé de 5,5% et les ventes de logiciels ont chuté de 4,6% au cours du deuxième trimestre. Par contre, les ventes de services ont augmenté de 6,8% au cours du deuxième trimestre, mais elles ont ralenti lors du troisième trimestre, précisent les analystes.

Intel anticipe un trimestre morose

Reuters

SANTA CLARA, Californie — Le leader mondial des microprocesseurs Intel Corp., dont le bénéfice a chuté de 77 % au troisième trimestre, anticipe «une croissance modérée des ventes de microprocesseurs et de mémoires flash au quatrième trimestre» qui risque toutefois d'être annulée par la baisse des prix, a déclaré hier son directeur général, Craig Barrett.

Intel a dégagé au troisième trimestre un bénéfice net, hors coûts d'acquisition, de 655 millions de dollars américains, soit 10 cents par action, comparé à 2,89 milliards (43 cents/action) un an plus tôt. Les coûts d'acquisition ressortent à 7 cents par action (tous les montants sont en dollars américains).

Son chiffre d'affaires s'est contracté de 25 %, à 6,5 milliards.

Pour le trimestre courant, Intel attend un chiffre d'affaires entre 6,2 et 6,8 milliards, reprenant une prévision faite à deux reprises. Intel est confronté à une baisse de la demande et à la pression intense de son concurrent Advanced Micro Devices Inc., qui l'a contraint à réduire, parfois jusqu'à 80 %, le prix de son processeur Pentium 4.



LÀ OÙ JACQUES CARTIER IRAIT CHERCHER UNE CARTE À JOUR DU CANADA.

À votre tour de découvrir du pays en naviguant dans l'Encyclopédie canadienne.
Sans limite et c'est gratuit.

 **WWW.HISTORI.CA**
L'AVENIR DE NOTRE PASSÉ
HISTORICA

2997785A

Gardez vos sûretés!

Me MARIE-HÉLÈNE BÉLAND
DROIT DES AFFAIRES
collaboration spéciale

Supposons que vous (ou votre entreprise) décidiez de prêter une somme d'argent à une tierce entreprise qui sollicite votre apport financier afin de pouvoir procéder à l'acquisition d'une pièce d'équipement requise pour l'exploitation de son entreprise. Vous pourriez alors considérer qu'un bon moyen de garantir le remboursement de votre créance est de vous faire consentir par votre nouveau débiteur une hypothèque mobilière sans dépossession grevant l'équipement ainsi acquis, laquelle hypothèque devra ensuite être publiée au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM). Cela vous conférera alors un droit réel sur l'équipement grevé et vous permettra notamment, à certaines conditions, de prendre le bien en paiement ou encore de le vendre dans le cadre de l'exercice des recours conférés par cette hypothèque, advenant le défaut de votre débiteur de rencontrer ses obligations à votre endroit.

Jusqu'ici, tout demeure simple. Cependant, imaginez maintenant l'éventualité où votre débiteur décide de procéder à la vente de cet équipement, et ce avant de vous avoir remboursé entièrement les sommes qui vous sont dues. Vous pouvez alors vous demander ce qu'il advient de votre garantie hypothécaire et de la valeur qu'elle conserve en de telles circonstances.

Le principe général veut que vous bénéficiez d'un droit de suite qui vous permette d'exercer vos droits hypothécaires sur les biens grevés, en quelques mains qu'ils puissent se trouver. Cependant, dans le cas d'une hypothèque mobilière sans dépossession portant sur un bien qui n'est pas aliéné dans le cours normal des activités de l'entreprise du débiteur (le cas qui nous intéresse) et qui a été inscrite sous le nom du débiteur, l'hypothèque sera conservée par la production d'un avis de conservation au RDPRM. Ce faisant, vous vous trouverez à réinscrire votre hypothèque contre le nom du nouveau propriétaire du bien. Le droit de suite n'est donc pas automatique en pareil cas.

Il est à noter que le terme « aliéner » est employé dans son sens large et inclut toute vente, cession ou autre transfert de propriété du bien. Quant au cours des activités de l'entreprise, cette expression fait allusion aux activités qui sont exercées dans le cours normal des activités de l'entreprise du débiteur.

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit de biens qui sont aliénés dans le cours normal des activités de l'entreprise du débiteur, l'hypothèque s'éteint sur les biens vendus (principe qui protège alors l'acheteur de ces biens) et est plutôt reportée sur les biens qui remplacent ces biens vendus ou les sommes d'argent provenant de l'aliénation (pourvu que celles-ci puissent être identifiées), sans nécessité de formalités additionnelles.

Quant à l'avis de conservation d'hypothèque, il devra être produit dans les 15 jours qui suivent le moment où votre débiteur vous a informé par écrit du transfert de l'équipement et du nom de l'acquéreur, ou dans les 15 jours du moment où vous avez consenti par écrit au transfert. Finalement, il vous faudra remettre une copie de cet avis de conservation à l'acquéreur du bien.

Mais qu'arrive-t-il si votre débiteur ne vous informe jamais du transfert du bien, ou encore ne le fait jamais par écrit? La garantie conférée par l'hypothèque se trouve-t-elle perdue en raison du transfert? Il semble que non.

En effet, le Code civil du Québec réfère très précisément à la transmission d'un avis écrit de la part du débiteur comme point de départ du délai de 15 jours pour réinscrire l'hypothèque contre le nouveau propriétaire et pouvoir exercer droit de suite. Une communication verbale, par exemple, ne suffirait donc pas à faire commencer le délai de 15 jours pour réinscrire.

Par conséquent, la connaissance du transfert acquise autrement que par un écrit transmis par le débiteur sera considérée insuffisante pour faire courir le délai de réinscription. Ceci a pour effet que l'hypothèque et son droit de suite demeurent. Ce qui n'empêchera cependant pas le créancier informé de l'aliénation de l'équipement autrement que par un avis écrit reçu de son débiteur, de procéder néanmoins à la réinscription de son hypothèque. Toutefois, l'omission de le faire en pareil cas ne lui fera pas perdre le bénéfice de son hypothèque.

Finalement, qu'arrive-t-il si, dans ce même délai de 15 jours, une copie de l'avis de conservation n'est pas transmise à l'acquéreur de l'équipement? Cela peut-il avoir un impact négatif sur la conservation de l'hypothèque? Une fois de plus, il semble que non. Il faut comprendre que l'esprit de la loi n'est pas de faire perdre au créancier les droits que lui confère l'hypothèque lors de l'aliénation du bien donné en garantie, mais plutôt de notifier l'acquéreur du bien (ainsi que ses propres créanciers) de la charge qui grève le bien qu'il vient d'acquérir. Le Code civil du Québec prévoit que l'hypothèque est conservée par la réinscription de l'hypothèque et non par la double obligation de réinscription combinée à la transmission de l'avis à l'acquéreur. Donc, le fait de ne pas transmettre cet avis de conservation à l'acquéreur ne serait pas fatal puisque le but de cet avis est plutôt d'informer ce dernier de l'existence de l'hypothèque.

Me Marie-Hélène Béland fait partie du cabinet d'avocats et d'agents de marques de commerce Desjardins Ducharme Stein Monast.
Internet
article@ddsm.ca
Site Web
www.ddsm.ca



LA VOITURE SUR MESURE

CAHIER SPÉCIAL AUTO AUJOURD'HUI DANS **La Presse**

2996312

Nouvelle baisse de la production industrielle américaine

d'après Bloomberg

WASHINGTON – La production industrielle a encore baissé en septembre aux États-Unis, et le mouvement à la baisse dure maintenant depuis un an. Le mois dernier, les attaques terroristes ont perturbé les ventes et les livraisons en plus d'inciter les usines à stopper leurs activités.

Ainsi, la production dans les usines, les mines et les services publics a baissé de 1 % le mois dernier, 12^e baisse consécutive, après une diminution de 0,7 % en août, a indiqué la Réserve fédérale. Cette suite de baisses est la plus longue depuis 1944-1945, au moment où la fabrication d'armements diminuait à l'approche de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Il est probable que les attaques terroristes

du 11 septembre ont poussé l'économie vers la récession, les entreprises étant touchées par l'arrêt des voyages par avion et des mesures de sécurité plus strictes aux frontières. Et puis, les consommateurs ont choisi de demeurer chez eux plutôt que de fréquenter les centres commerciaux. Ces phénomènes ont obligé des constructeurs, tel Ford, à interrompre leur production au moment où l'on constatait que le ralentissement semblait toucher à sa fin.

« Avant le 11 septembre, il semblait que les constructeurs avaient réussi à ajuster les stocks au chapitre des ventes », souligne Mark Vitner, économiste de First Union Corp., à Charlotte. « Maintenant, on constate une nouvelle faiblesse dans les ventes et cela se traduit par une nouvelle ronde de réductions dans les commandes et la production », explique-t-il.

On s'attend à ce que les dirigeants de la Federal Reserve (Fed) abaissent les taux d'intérêt pour la 10^e fois cette année, à leur prochaine réunion dans trois semaines. Cette

nouvelle baisse visera à stimuler la demande et à contribuer à faire en sorte que l'économie retombe sur ses pieds. « La politique monétaire a été et continuera d'être sensible aux circonstances évoluant rapidement », a indiqué hier Roger Ferguson, vice-président de la Fed, devant les membres de la Bond Market Association.

Les usines ont réduit leur production, cette année, pour diminuer les stocks accumulés au milieu de l'année 2000 et qui ne semblaient pas vouloir se résorber. Avant le 11 septembre, les efforts avaient semblé porter leurs fruits : les stocks avaient baissé à 1,18 billion en août, le niveau le plus bas depuis mai 2000, ce qui donnait à penser que les usines pouvaient commencer à augmenter leur production dans l'éventualité où la demande se maintiendrait.

Qui plus est, les commandes semblaient à la hausse. L'indice des nouvelles commandes de la National Association of Purchasing Management s'était élevé à plus de 50, ligne de démarcation entre une augmentation et une

diminution, en septembre et en août. Il s'agissait des premiers gains consécutifs depuis mai-juin 2000.

La perspective a changé depuis les attaques terroristes. Les ventes au détail ont chuté de 2,4 % le mois dernier, chute la plus brutale en près de 10 ans. Voilà qui a incité les usines à réduire les stocks encore plus.

Une majorité d'économistes affirment que les États-Unis sont déjà en récession. Le sondage de Blue Chip Economic Indicators auprès de 44 économistes indique que 82 % d'entre eux soutiennent que l'économie est en récession. Lors du sondage précédent, 13 % seulement des répondants pensaient de même. La dernière récession établie remonte à 1990-1991.

La Fed a abaissé le taux de prêts bancaires au jour le jour neuf fois depuis le début de l'année. Le taux atteint maintenant 2,5 %, soit le plus bas en 40 ans. Les deux baisses les plus récentes, pour un total d'un point de pourcentage, sont intervenues depuis les attaques terroristes du 11 septembre.

Un recul de courte durée?

AMRAN ABOCAR
Reuters

TORONTO — La Banque du Canada a estimé hier que les attentats aux États-Unis auront un impact négatif direct sur l'économie nationale, quoique les contrecoups devraient être de courte durée.

Le sous-gouverneur de la Banque du Canada, Malcolm Knight, a déclaré devant des économistes que la performance économique nationale sera faible au troisième trimestre à cause des effets ressentis sur les marchés financiers, le transport aérien et le passage des marchandises à la frontière canado-américaine.

« Jusqu'à maintenant, tout ce que nous pouvons raisonnablement dire est que les attentats auront un impact négatif direct sur l'économie pour la seconde moitié de l'année », a déclaré M. Knight, qui prononçait un discours à Toronto.

« Pour ce qui est du quatrième trimestre, nous nous attendons à ce qu'il soit faible aussi », a-t-il dit.

M. Knight a indiqué que la croissance au troisième trimestre sera près de zéro, voire négative, rappelant un discours de prévisions prononcé le mois dernier par le gouverneur David Dodge.

Le sous-gouverneur a souligné que plusieurs incertitudes pesaient sur l'économie canadienne pour les mois à venir, mais que celle-ci demeurerait en bonne position pour tenir le coup.

Selon Knight, l'économie prendra du mieux si les consommateurs et les entreprises reprennent confiance et augmentent leurs dépenses et leurs investissements. L'économie nationale reposant sur des éléments fondamentaux solides, le sous-gouverneur estime qu'une solide croissance peut se manifester de nouveau.

« Il est possible que les effets négatifs persistent bien après le début de la prochaine année, ce qui retarderait le retour à des taux de croissance conformes au potentiel de l'économie », a-t-il dit.

L'assouplissement des politiques monétaires des banques centrales nord-américaines, conjugué aux allègements fiscaux, devrait faire en sorte que les impacts négatifs des attentats seront de courte durée.

Les économistes prévoient que la Banque du Canada réduira les taux d'intérêt pour une huitième fois cette année lors de sa réunion du 23 octobre. Les experts s'attendent à une réduction de 50 points de base, égale à la plus récente baisse des taux initiée par la Réserve fédérale américaine.

« Ils reconnaissent que la deuxième moitié de l'année sera faible, mais pour le reste, ils ne savent pas plus que nous ce qui va se passer », a observé Marc Lévesque, économiste principal à la Banque Toronto-Dominion.

« Je crois qu'il est presque certain qu'ils baisseront les taux de 50 points de base la semaine prochaine », a-t-il ajouté.



LES GRANDS SOMMETS^{MD} DES MEMBRES
DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

LA RÉFORME DE NOS CONSEILS D'ADMINISTRATION : MENACES ET OPPORTUNITÉS

Dans la foulée du **Projet de rapport Saucier** (Bourse de Toronto), du **Blue Ribbon Committee** (É.U.) et du **rapport Turnbull** (G.B.), des experts de premier plan débattront du rapport du comité mixte sur la gouvernance d'entreprises et vous suggéreront des solutions

• **Obtenez** une information à jour, pertinente et concise venant de la bouche de ceux qui ont conçu ces rapports traitant des nouveaux enjeux de la gouvernance.

• **Venez entendre** l'avis critique d'experts et de membres de conseils d'administration reconnus et prenez les mesures nécessaires.

• **Faites le point** sur les importantes mesures que vous devrez prendre pour gérer les risques stratégiques et opérationnels de votre entreprise.

• **Découvrez en détail** les incidences légales en matière de responsabilité personnelle des membres d'un conseil d'administration.



Peter Dey,
Partner,
OSLER-HOSKIN &
HARCOURT
(RAPPORT DEY)



Réal Raymond,
Président et chef de
l'exploitation,
BANQUE NATIONALE
DU CANADA
Membre de plusieurs
conseils d'administration



Guylaine Saucier,
Présidente,
COMITÉ MIXTE SUR
LA GOUVERNANCE
D'ENTREPRISES
(BOURSE DE TORONTO)
Membre de plusieurs
conseils d'administration



Philip J. Henderson,
Managing Partner,
STIKEMAN ELLIOTT
(ANGLETERRE)



Hugues St-Pierre,
Président et
chef de la direction,
TELUS QUÉBEC
Membre de plusieurs
conseils d'administration



Tom O'Neill,
Chief Operating Officer,
PRICEWATERHOUSE
COOPERS
(ÉTATS-UNIS)

Conférence le 21 novembre 2001
Hôtel Hilton Bonaventure, Montréal

Ateliers optionnels le 22 novembre 2001
Club Saint-Denis, Montréal

PLACES LIMITÉES R.S.V.P (514) 861-7000

Inscription : 1595 \$ + taxes

Sous la coprésidence d'honneur de :



Présenté par :



En collaboration avec :



*Des hauts-dirigeants et experts
chevronnés vous livrent
leur expérience et leur vision*

Guylaine Saucier,
Présidente,
**COMITÉ MIXTE SUR LA
GOUVERNANCE
D'ENTREPRISES
(BOURSE DE TORONTO)**

Réal Raymond,
Président et chef
de l'exploitation,
**BANQUE NATIONALE
DU CANADA**

Guy Savard,
Vice-président du conseil et
président du conseil des
opérations au Québec,
**MERRILL LYNCH
CANADA INC.**

Robert Normand,
Conseiller et administrateur
de sociétés

Denis Durand,
Associé principal,
**JARISLOWSKY
FRASER LTD**

William J. Atkinson,
Associé,
MCCARTHY TETRAULT

David McAusland,
Vice-président principal,
Fusions et acquisitions et
chef des affaires juridiques,
ALCAN INC.

William Murphy,
National Partner in charge,
Risk Strategy Services,
KPMG (TORONTO)

Gilles Leroux,
Président du Conseil et
Chef de la direction,
ACIER LEROUX INC.

Pierre Laurin,
Président du conseil
d'administration,
PROCRÉA BIOSCIENCES

Hugues St-Pierre,
Président et chef de la direction,
TELUS QUÉBEC

Philip J. Henderson,
Managing Partner,
**STIKEMAN ELLIOTT
(ANGLETERRE)**

*Des hauts-dirigeants et experts
chevronnés vous livrent
leur expérience et leur vision*

Peter Dey,
Partner,
**OSLER-HOSKIN &
HARCOURT (RAPPORT DEY)**

Ronald Corey,
Président,
**RONALD COREY
GROUPE CONSEIL**

Michel Décary,
Associé principal,
STIKEMAN ELLIOTT

Robert Parizeau,
Président du conseil,
AON PARIZEAU INC.

Jane Craighead,
Senior Consultant,
WILLIAM M. MERCER LTD.

Pierre Seccareccia,
Associé et directeur général,
**PRICEWATERHOUSE
COOPERS**

Pierre Chouinard,
Associé,
**GLOBAL EXPERT
TOUS RISQUES INC.**

Claude Boivin,
Membre du conseil
d'administration,
GROUPE CGI INC.

Daniel Picotte,
Associé principal,
**FASKEN MARTINEAU
DUMOULIN**

Robert C. Nadeau,
Directeur général
et coprésident du conseil,
SPENCER STUART INC.

Luc Martin,
Associé-directeur,
région de Montréal,
ANDERSEN

Tom O'Neill,
Chief Operating Officer,
**PRICEWATERHOUSE
COOPERS (ÉTATS-UNIS)**

REPORTAGE PUBLICITAIRE



CHEZ SOL 2001

aménagement intérieur

Ne manquez pas
ce cahier spécial
aujourd'hui dans

La Presse



Photothèque La Presse ©

« La vraie inconnue de ce qui arrive dans le secteur militaire, c'est la constitution d'immenses firmes transnationales qui vont graduellement s'affranchir du contrôle d'un État donné », dit Yves Bélanger, professeur de politique militaire au département de sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal.

Un problème de taille pour les États

Les fusions dans la défense font monter les prix et diminuer la qualité, selon un prof de l'UQAM

DENIS ARCAND
GRAND ANGLE

Au moment où les attentats terroristes du 11 septembre pompent encore plus de fonds publics vers le secteur de la défense, cette industrie vit depuis 10 ans une période de consolidation et de mondialisation qui fait penser à ce qu'on a vu dans le papier, la construction automobile et les médias. Bref, des acteurs de moins en moins nombreux... et de plus en plus gros.

Ça commence à déranger certains. « La consolidation est déjà un problème en soi, avec les risques bien connus d'érosion de la concurrence, donc des prix qui montent et de la qualité qui peut baisser. Le contribuable peut se faire arnaquer. Mais la vraie inconnue de ce qui arrive dans le secteur militaire, c'est la constitution d'immenses firmes transnationales qui vont graduellement s'affranchir du contrôle d'un État donné », dit Yves Bélanger, professeur de politique militaire au département de sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

« Ce n'est pas comme si on parlait de compagnies qui fabriquent des chemises ou des *chips barbecue* : on parle de firmes qui vendent des systèmes d'armement dont la létalité et le coût pour le contribuable vont croissant. »

« C'est un domaine extrêmement sensible qui nécessite un contrôle étatique », dit M. Bélanger, une opinion que ne partagent manifestement pas les actionnaires des entreprises impliquées.

De tout temps, tous les pays, même des petits, considéraient comme une question de sécurité nationale la nécessité de posséder (directement ou par l'intermédiaire de firmes privées nationales) un noyau d'industrie militaire, rappelle M. Bélanger. C'est comme cela que de petits pays comme le Canada ont eu jusqu'à tout récemment des politiques industrielles nationales du secteur de la défense.

« Oubliez ça maintenant : le secteur canadien de la défense est désormais une industrie de sous-traitance enlignée presque à 100 % sur les besoins des grandes firmes américaines qui exécutent les commandes du Pentagone. Presque plus rien ne se décide ici, et la recherche et développement autochtone est peu importante, sauf dans le domaine aéronautique.

« Du point de vue de l'actionnaire de Héroux-Devtek (de Longueuil), SNC-Lavalin (de Montréal), Magellan Aerospace (de Toronto) ou Bombardier (de Montréal), c'est peut-être plus réaliste et efficace. Mais pour le citoyen, ce n'est pas aussi évident. On peut être rebuté ou non par l'univers de l'armement, mais c'est un fait que la capacité de produire au moins une partie de ses besoins militaires est un élément de la souveraineté nationale. »

La plupart des puissances moyennes en sont au même point que le Canada, dit M. Bélanger, qui donne les exemples suivants : « Les Pays-Bas et la Belgique ont tout vendu à de grosses firmes (toutes françaises, allemandes ou britanniques). En Italie et en Espagne, c'est en route. »

Des vagues

La consolidation s'est faite en vagues. En Europe, il y a eu une tendance pour les firmes d'un même pays de se regrouper autour d'un « champion national ».

Puis, les acquisitions transfrontalières à l'intérieur de l'espace Europe ont commencé, de concert avec une série de privatisations. M. Bélanger donne en exemple la firme d'électronique militaire et de missiles (entre autres) Thales, de Paris (l'ancienne Thomson-CSF), privatisée en 1998 et qui compte maintenant 65 000 employés dans une trentaine de pays.

« En Europe, l'essentiel du secteur de la défense se joue dans un triangle dominé par des firmes de trois pays, France, Angleterre et Allemagne, qui s'est formé en moins d'un an pour contrer la domination américaine. Mais dans les faits, quel est le contrôle des États sur ces firmes privées ? »

Un autre géant qui a une forte composante militaire, EADS (dont le siège social est moitié-moitié à Paris et à Munich), est né en juillet 2000 de la fusion entre la française Aérospatiale Matra, l'allemande DASA et l'espagnole CASA.

Aux États-Unis, la fin de la guerre froide a aussi amené une vague de consolidation sans précédent. La fusion de l'avionneur Lockheed et de l'équipementier Martin-Marietta a donné le numéro un mondial de l'armement Lockheed-Martin (de Bethesda, en banlieue de Washington). Boeing (de Seattle) a acheté McDonnell-Douglas. General Dynamics (de Falls Church, en Virginie), déjà un gros acteur, pourrait devenir le plus grand fabricant mondial de navires de guerre avec son acquisition attendue des chantiers maritimes de Newport News.

« Le monde semble maintenant mûr pour une phase de consolidation transatlantique. L'anglaise BAE Systems (de Farnborough) a déjà près de la moitié de ses activités aux États-Unis et Dieu sait quel pourcentage de ses actionnaires, dit M. Bélanger. BAE (elle-même la fusion de British Aerospace et de Marconi Electronic Systems) a de plus en plus de projets communs avec Boeing. La française Thales et l'américaine Raytheon (de Reston, en Virginie) se font des *mamours* depuis plusieurs mois. »

Pourquoi s'en faire ? *Business is business*, non ?

« Oui, sauf si vous êtes le contribuable qui paie la note des dépenses inouïes dans le domaine de la défense, dit M. Bélanger. Quand il y a moins de concurrence, les prix montent et la qualité descend.

« Aux États-Unis, il y avait neuf grandes firmes de poudre et de munitions il y a 10 ans. Maintenant, l'industrie s'est consolidée en deux grandes firmes, Alliant TechSystems (de Hopkins, au Minnesota) et Primex Technologies (de St. Petersburg, en Floride). Et devinez quoi ? Les prix de la poudre et des munitions ont monté... »

Il y a plus grave, selon l'expert. « Dans une logique commerciale sans contrôle de l'État, l'entreprise privée ne vendra pas nécessairement n'importe quoi au plus offrant, mais il va y avoir de sacrés dérapages. Et ce ne sont pas juste des chercheurs universitaires comme moi ou la go-gauche antimondialisation qui le disent. »

Des dérapages, d'ailleurs, il y en a déjà eu, certains très effrayants. « Durant la guerre du Golfe, il y a 10 ans, les Américains ont été confrontés à pas mal de matériel d'origine européenne dans l'arsenal irakien. Ça n'a pas fait de différence parce que l'armée américaine était tellement plus forte, mais les Américains ne l'ont pas trouvée drôle. »

« Durant la guerre Iran-Irak, un conflit très meurtrier, ajoute Yves Bélanger, le cartel de la poudre européen a vendu des munitions aux deux côtés. »